

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 3, DIM. 4, LUN. 5 MARS 1979 - N° 866

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

LONGWY, DENAIN ... L'EXEMPLE !

Giscard l'a avoué cyniquement il y a quelques jours : il misait sur la non-réaction des sidérurgistes pour s'en prendre une fois de plus brutalement à eux. Régions condamnées, usines fermées, licenciements par milliers, misère, exode, chômage... tels sont les thèmes majeurs de la politique giscardienne. Et les flics bien sûr, quand les travailleurs ne veulent pas baisser la tête.

Cette fois pourtant, c'en est trop. Quand le chômage devient insupportable, les travailleurs ne le supportent plus. C'est ce qui se passe à Longwy, à Denain, à Valenciennes... Des travailleurs disent : non, nous ne nous laisserons pas faire ; nous lutterons jusqu'au bout. Chaque jour, les sidérurgistes entreprennent de nouvelles actions, de plus en plus audacieuses, de plus en plus déterminées. A peine les flics ont-ils fait évacuer le relais de télévision de Longwy occupé, qu'une vigoureuse riposte était déclenchée. Mercredi dernier, c'est par centaines que les travailleurs d'Usinor-Denain et ceux de la Chiers d'Anzin sont montés à Valenciennes. Il ne se passe pas un seul jour sans qu'une gare soit occupée, une route coupée, un directeur séquestré... Plus largement même que dans les bassins sidérurgiques. Les ouvriers de l'acier montrent l'exemple ; Longwy et Denain font école.

Ces actions offensives rompent avec les traditionnelles «journées-promenades» dont la totale inefficacité n'est plus à démontrer. L'enjeu est clair ; l'intransigeance des Giscard-Barre ne fait pas de doute : des rencontres avec les Boulin ou les Giraud, il n'est rien ressorti, rien que les habituelles phrases creuses et promesses jamais tenues. Alors, il faut se battre, il faut leur faire entendre raison ; pas avec des discours, avec des actes. Les sidérurgistes l'ont bien compris. Ils en ont trop entendu de ces appels à la modération, de ces pseudo-justifications chaque fois avancées pour différer le moment de la lutte. Résultat ? Le chômage atteint des sommets vertigineux, les «dégraissages» massifs d'effectifs se poursuivent, le haut fourneau de Thionville est arrêté... Maintenant, cela suffit ! Les actions seront à la mesure de l'âpreté du combat contre le chômage, pour la vie. Et déjà, des résultats sont obtenus quand la lutte est déterminée. Aux fonderies de Gorcy par exemple, les travailleurs avaient mis comme préalable à l'ouverture de discussions, l'annulation des 80 licenciements. Ils n'ont pas cédé ; le patron et l'Etat ont reculé.

Les différentes forces bourgeoises s'inquiètent de cette situation. Le gouvernement pour l'instant joue la carte de la modération en essayant de gagner du temps. Sans doute espère-t-il un essouffement des sidérurgistes pour reprendre en douceur ses liquidations.

Suite en page 3

L'unité syndicale qu'il nous faut

Entretien avec un militant CFTD de la Chiers - Longwy

Lire en page 6



Lire nos articles en page 3

Centres de tri APRES TRAPPES, EVRY ÉVACUÉ PAR LES FLICS



DERNIERE MINUTE : Le comité de soldats du 1^{er} RAMA de Monthéry nous communique qu'il est possible que plusieurs batteries soient envoyées à Trappes pour briser la grève. Le comité s'y oppose énergiquement.

Lire en page 7

- La Chine propose officiellement des négociations de paix au Vietnam

Lire en pages 13 et 16

- Nouvelles des victoires du peuple érythréen

Lire en page 13

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Franz-Olivier Giesbert met à nu les politiqueries qui se développent autour et contre la «vieux dame de Saint-Etienne», Manufrance. Doumeng, Gosnat, Edgar Faure, Durafour, Neuwirth, du PCF aux giscardiens, en passant par le RPR, tout le monde s'agite. Et ce n'est pas fini !

(...) L'échec de l'avant-dernier PDG de la Manu, démissionnaire le 23 janvier, c'est l'échec du mariage contre nature le plus osé qui ait été fait pour sauver une entreprise. Un mariage giscard-communiste. Retour en arrière. Il y a un an, François Gadot-Clet, chargé de mission et conseiller de presse au cabinet d'Edgar Faure, à la présidence de l'Assemblée nationale, songe, en accord avec son mentor, à se recycler. (...)

Président de l'Union des Coopératives internationales et PDG d'Inter-Agra, société spécialisée dans l'import-export avec les pays de l'Est, Doumeng sympathise avec Gadot-Clet. Un jour, alors que celui-ci est en pourparlers pour entrer à la Régie Renault, «le milliardaire rouge» lui dit : «J'ai l'intention de reprendre Manufrance. Est-ce que tu irais, toi ?» Gadot-Clet réfléchit. Edgar Faure, consulté, le pousse et, hop ! il saute.

Manufrance est une entreprise d'un genre particulier : la ville de Saint-Etienne, qui détient 29,3 % du capital, en est l'actionnaire prépondérant. Quand la liste d'Union de la gauche — à direction communiste — a battu Michel Durafour, radical giscardien, aux dernières municipales, en 1977, elle a donc commencé à présider aux destinées de la société, déjà mal en point. Son unique souci, l'an dernier : passer sans encombre le cap des élections législatives. Silence, oh vote. A l'approche du scrutin, le

gouvernement croit aussi qu'il faut calmer les esprits, cours Fauriel. Ce sera donc la mission de François Gadot-Clet, désigné PDG, le 1^{er} mars 1978.

Jean-Baptiste Doumeng se dit convaincu que la gauche gagnera et qu'elle aidera la Manu, comme on dit à Saint-Etienne, à repartir d'un bon pied. Mais, d'après lui, même en cas de défaite électorale, l'entreprise ressuscitera : «J'ai des possibilités de contrats fantastiques avec l'Algérie et les pays de l'Est, dit-il à Gadot-Clet. Nous pouvons relancer les ventes en travaillant avec les comités d'entreprise à dominante CGT ou avec les mutuelles». Toute la logistique du PCF est, apparemment, derrière Manufrance.

Les communistes sont, au surplus, réalistes et décidés à trancher. Conseil de Jean-Baptiste Doumeng au nouveau PDG : «L'usine a besoin d'un bouledogue. N'hésite pas à aboyer». Mise en garde de Georges Gosnat, place du Colonel-Fabien : «Sachez que ça sera très dur, mon cher François. Tenez bon». Recommandation, enfin, du maire communiste de la ville de Saint-Etienne : «Soyez un patron !»

Quelques semaines après les élections, Jean-Baptiste s'éclipse. Catastrophe. Il s'est contenté de proposer au nouveau PDG de racheter son stock de 39 000 fusils pour des clopinettes. L'autre a refusé. Au ministère des Finances, blocage : François Gadot-Clet comprend tout de suite qu'il ne recevra de manne gouvernementale qu'après avoir décroché un associé — et des capitaux. Premiers lâchages. La voilà sans «driver», seul avec lui-même et avec la Manu. (...)

Lucien Neuwirth, Député de la Loire, ce vieil ennemi de Michel Durafour ne songe qu'à devenir

Manufrance : La vieille dame assassinée

La politiquerie contre les travailleurs

le prochain maire de Saint-Etienne. Et, pour cela, sur Manufrance, il tient pratiquement le même langage que les communistes locaux. Publiquement, s'entend... Parce que, en coulisses, bien sûr... Après la publication du dernier plan Gadot, «Lulu» téléphone au PDG d'alors : «J'ai fait un petit communiqué où tu en prends plein la gueule mais, surtout, tiens bon. Il ne faut pas que tu lâches».

Même chose avec Antoine Pinay. Il publie un commentaire assassin. Quinze jours plus tard, François Gadot-Clet le croise dans l'antichambre du préfet de la Loire. L'ancien président du Conseil se précipite sur lui, l'embrasse et lui dit, devant témoins

par-dessus le marché : «Bravo ! Quel courage ! C'était la seule chose à faire !» Des histoires de cette eau-là, il y en a cent autres : la gauche, hélas, n'est pas toujours plus digne que la majorité. Manufrance en crève, de ce double langage décripé. (...)

Le 18 décembre dernier, lors de la remise de l'épée d'académicien à Edgar Faure par le président de la République, au palais de l'UNESCO, plusieurs témoins entendent le dialogue suivant entre Jean-Baptiste Doumeng et le PDG de Manufrance : «Démissionne tout de suite, dit le «milliardaire rouge», de toute façon, ils vont te liquider. — Mais, si je pars comme ça,

l'entreprise va craquer. Cela fera 2 600 chômeurs !

— Ils s'en foutent. Ce qu'ils veulent, c'est que ce soit le tribunal de Commerce qui fasse le dépôt de bilan et pas eux».

Tout le drame de Manufrance est condensé dans ces quelques mots. D'un côté, le gouvernement s'en lave les mains, souhaitant que la mairie porte le chapeau. De l'autre, la municipalité n'a qu'une idée en tête : faire du pouvoir et, accessoirement, de Michel Durafour, son principal rival à Saint-Etienne, le grand coupable de l'affaire. D'où la valse des PDG. Le 23 janvier dernier, François Gadot-Clet démissionne et repart sous les huées des travailleurs, seul, pour s'engouffrer dans un taxi. (...)



La sortie des ouvriers, vers 1910. Hier un bastion du paternalisme, aujourd'hui l'objet de querelles politiciennes.

La peur de l'explosion sociale

La résistance des travailleurs face au chômage, la multiplication des actions efficaces dans plusieurs régions de France, tout cela fait peur à la bourgeoisie. Elle se rappelle de Mai 68 et s'interroge, comme l'illustre l'article d'Edmond Bergeaud dans *Le Figaro-Magazine*.

(...) Lorraine, Nord, Pas-de-Calais, Loire, Loire-Atlantique, Languedoc-Roussillon sont aux prises avec des difficultés dont les solutions n'apparaissent pas toujours clairement. Que l'on imagine la conjonction des colères et des désespérances, qui brusquement, au même moment entraîneraient une explosion générale. Dès lors, la question se pose : un nouveau mai 68 est-il possible ?

C'est l'interrogation qui est, en particulier, celle de Claude Coulais, député-maire UDF de Nan-

cy, ancien secrétaire d'Etat à l'Industrie. «Dans le département de Meurthe-et-Moselle, explique-t-il, il y a une offre d'emploi pour 17 demandes (le rapport était de 1 à 10 en 1973). En 3 ans, il y a eu, pour toute la France, plus d'un million de licenciements pour raisons économiques. Sur les 600 000 jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail, un tiers n'a reçu aucune formation professionnelle. Ces chiffres ont une signification claire : le problème de l'emploi est devenu un défi à notre société. Elle ne l'a pas encore relevé, car on enregistre une dégradation constante, et on ne constate pas de redressement». (...) Il y a urgence à trouver des solutions. Sinon...»

«Jusqu'où ?» C'est la question que pose Claude Huriet, conseiller régional (majorité) de Lorraine et surtout professeur de médecine. Voici son diagnostic : «Oui, il y a un risque d'explosion. Il est

non moins certain que des incidents qui ont eu lieu ont dépassé les intentions des dirigeants syndicaux, plus que vigilants à l'égard des provocateurs. Il est certain que les «bavures» se multiplieront, si la situation actuelle reste en l'état. Il faut vivre cette crise pour savoir les répercussions psychologiques qu'elle a, même au sein des familles. On passe de l'abattement à la colère, des querelles d'ordinaire dérisoires prennent un tour dangereux. Voici le cas de Longwy : toute une population qui brusquement, se trouve aux prises avec le vertige du vide. Comment les salariés accepteraient-ils sans réagir ce qu'ils ont entendu un jour : Vous ne pouvez pas parler de licenciements, puisque vous n'en avez pas été officiellement avisés».

Philippe Dechartre, délégué national du RPR à l'action ouvrière et professionnelle affirme : «Voici deux ans que je dis que

nous risquons un mal ouvrier. Nos conceptions économiques datent d'avant Guizot. Il y a danger quand les ouvriers ne se contentent plus d'occuper des usines, mais campent dans des lieux publics, comme les perceptions ou les sous-préfectures».

Jacques Cherèque, secrétaire général de la fédération CFDT de la métallurgie est catégorique : «Ne faisons pas de science-fiction, mais toutes les conditions d'une explosion sociale sont réunies, la poudre et la torchère. Le dossier lorrain — pour ne parler que de lui — c'est trente fois la Villette, Lip ou Manufrance. C'est un environnement de 500 000 personnes menacé. On ne joue pas à l'apprenti-sorcier, mais...»

Pour Yvon Charpentier, président de la CGC : «La situation sociale est en état de destabilisation et sa traduction brutale peut s'exprimer par une explosion à

partir de la Lorraine, du Nord, de la Loire avec Manufrance. On assiste à une concentration des motifs d'inquiétude. Nous avons demandé un sommet sur l'emploi pour inverser la tendance générale à l'accroissement du chômage. Je crains que le gouvernement n'y soit contraint, mais alors, ne sera-t-il pas trop tard ?»

Au nom de Force Ouvrière, son secrétaire général, André Bergeron répond : «Une explosion sociale ? Les événements de cette sorte éclatent souvent quand personne ne les prévoit. Naturellement, des manifestations fréquentes présentent toujours un risque de déraillement par rapport aux objectifs de ceux qui les organisent. Il y a donc une part de risque. Les propositions gouvernementales comportent des aspects positifs. Mais il s'agit de tenir compte des réalités humaines. Tout doit être fait pour éviter la flambée qui emporterait tout». (...)

«Les gars ont prouvé qu'ils n'avaient pas peur des flics»

Pour son émission diffusée le 27 février, Radio SOS Emploi recevait un militant de la CFDT.

Dans une interview relativement longue, il passait en revue en les commentant, les événements du samedi 24. L'évacuation du relais par les flics, l'intervention à l'UML, l'attaque du commissariat... Nous publions quelques extraits concentrés de cette interview réalisée par Radio SOS Emploi.

▷ — Quel bilan tirez-vous de l'occupation du relais de télévision et comment la décision de le quitter est-elle intervenue ?

— La décision de libérer le relais est intervenue suite à une réunion de l'intersyndicale puisque c'est elle qui avait repris l'occupation en charge à partir du dimanche. La CFDT n'était plus seule à décider.

Dès le début, la CFDT avait demandé aux autres syndicats de venir la rejoindre parce qu'on avait là un moyen intéressant de dialoguer avec tous les travailleurs et la population. On avait aussi dans l'idée que ça favoriserait la constitution et la concentration d'une véritable intersyndicale. L'intersyndicale au Bois-de-Châ, se trouvant face à la population, ça devait l'obliger à se remettre en cause et à s'organiser autrement.

Les travailleurs ont compris le sens de l'action de la CFDT. Ce n'était pas une simple occupation, mais l'appropriation d'un outil important ; voilà ce qu'ils ont compris. On l'a bien senti quand les masses d'ouvriers sont sorties des usines en pleine nuit pour défendre l'occupation. Puis dans la journée, ça a été un défilé ininterrompu.

Depuis le début de cette occupation, on avait réussi à créer une situation extraordinaire ; il y avait un rassemblement permanent, ça discutait sans arrêt.

▷ — On entend dire partout que les syndicats ont été débordés au cours de cette



Relais du Bois-de-Châ occupé (Longwy)

matinée du 24. Est-ce que cela est fondé ?

— Non pas du tout ! Je vais faire un peu l'historique pour montrer comment ça s'est passé, comment on était avec les travailleurs à chaque étape.

Quand on a su que les flics arrivaient au relais, des militants sont partis en voiture et dans le quart d'heure qui a suivi, les gars commencent à arriver ; et pas les mains vides. Visiblement, la colère était telle qu'ils voulaient y aller tout de suite contre les flics. Il a fallu expliquer aux gars qu'ils n'étaient pas encore en rapport de forces suffisant. Là, le syndicat jouait son rôle en expliquant les enjeux de la bataille. Evidemment, ça ne se fait pas sans de longues discussions. C'est là que l'on a proposé de descendre à

Interview d'un militant CFDT d'Usinor-Longwy réalisée par Radio SOS Emploi

Longwy-bas pour rassembler des forces plus largement.

Une fois en bas, je l'ai bien senti à ce moment-là, il n'était plus question de rassembler les gars pour leur faire des discours ; ils n'étaient pas venus pour cela. On aurait pu attaquer l'UML ou le commissariat à ce moment là, on en avait les moyens. On en a discuté avec les gars. La proposition a été faite de reprendre le relais. Un autre a proposé de sortir des engins pour ne pas y aller les mains nues. A un moment, j'ai demandé : «*Qu'est-ce que vous avez d'autre pour vous défendre ?*». Tout le monde a levé son bâton ; il y en avait une foule. J'ai été surpris.

C'est quand on s'est aperçu que les flics avaient piqué du matériel au relais que la décision s'imposait de riposter ; on ne pouvait pas ne pas répondre. C'est là qu'on est redescendu, qu'il y a eu le blocage des routes et l'attaque du commissariat.

▷ — Ensuite, il y a eu une réunion sur le pont supérieur. Porcu a pris la parole et le responsable de la CGT a bien appelé à aller à l'UML ?

— Moi, j'ai interpellé Porcu. Je lui ai dit : «*Tu n'as pas à intervenir, c'est une manifestation syndicale*».

En effet, c'est bien le responsable de la CGT qui a dit d'aller à l'UML. C'est très clair que c'était pour détourner les travailleurs du commissariat. Il voulait leur faire faire n'importe quoi plutôt que d'aller au commissariat.

▷ — Finalement, seul un petit nombre de personnes sont allées à l'UML.

— Oui, il y en avait un très petit nombre, mais il y a eu du dégât. Alors, contrairement à la CGT qui, étrangement et paradoxalement, désavoue cet-

te action en parlant de vandalisme, nous, on ne l'a pas désavouée. Nous disons que toute action faite par les travailleurs doit être soutenue. Et puis, ce ne sont pas les vitrines des magasins qu'ils ont cassées, c'est le siège patronal de la métallurgie.

Cela dit, les dirigeants syndicaux n'ont pas le droit non plus, de lancer les travailleurs sur n'importe quoi. Quand les travailleurs sont dans l'action, ils n'ont pas toujours le temps de faire l'analyse, les militants syndicaux doivent les aider.

▷ — Et plus tard dans la matinée ; comment ça s'est passé ?

— Il y avait toujours 200 gars qui attaquaient le commissariat ; puis, il est arrivé 500 flics d'un coup. Mais avant que les flics n'arrivent, un rassemblement s'est formé y compris avec des gars que la CGT essayait de retenir sur le pont supérieur. Tout le monde s'est rassemblé au pied de la montée menant au commissariat. Quand les gars se sont aperçus que les flics quadrillaient, la foule a commencé à monter progressivement dans leur direction. C'était impressionnant, on se demandait comment ça allait se passer. Les flics allaient-ils tirer ? Ça a continué de monter jusqu'au moment où Porcu est arrivé.

Moi, je pense que ça n'a servi à rien qu'il vienne, si ce n'est pour se faire huer. A part ça, il a attaqué ceux qui «*portaient des masques*». On lui a répondu que c'était pas lui qui bouffait les gaz lacrymogènes. C'est à ce moment que les manifestants en ont profité pour faire les derniers pas qui les séparaient des flics. C'était fini, les flics étaient coincés, ils ne pouvaient plus attaquer. Les gars ont prouvé qu'ils n'avaient pas peur des flics.

UML : Union métallurgique de Longwy.

Suite de la Une

L'Assemblée nationale sera-t-elle convoquée en session extraordinaire ? Après le PS, le RPR s'y est déclaré favorable. Depuis longtemps déjà, le PCF réclamait cela. Il est intéressant de constater l'identité de vues sur ce point entre les partis de gauche et de droite. Bien sûr, ils ne manqueront pas de s'invectiver, de proposer chacun son remède, de se livrer à la démagogie et à la surenchère. En tout cas, tous sont d'accord : pour éviter les «*débordements*», pour canaliser le mécontentement populaire, il faut porter la question à l'assemblée. Le PCF n'est pas le moins actif dans ce petit jeu. Sans doute caresse-t-il l'espoir de détourner la colère massive des travailleurs pour s'en servir comme masse de manœuvre dans ses joutes parlementaires ; par exemple lors de la prochaine marche sur Paris, idée dont la CGT est à l'origine.

Il n'y a rien à attendre de ces traficotages au parlement. Le sort de la sidérurgie, c'est sur le terrain qu'il se joue, pas à l'assemblée nationale ; c'est dans la multiplication et l'élargissement des actions efficaces, dans le rassemblement de tous ceux qui luttent, dans la construction d'un véritable rapport de forces contre la bourgeoisie. Non, les sidérurgistes et tous les travailleurs ne se laisseront pas prendre à ce piège grossier. Ils persévéreront dans la voie de la résistance populaire au chômage ouverte par ceux de Longwy et de Denain.

Gérard PRIVAT

La Solmer (Fos-sur-Mer) Grève reconductible

Mercredi 28 février, à 13 h, les opérateurs, les fondeurs, les gaziers des deux hauts fourneaux à Fos-sur-Mer, se sont mis en grève pour 32 heures reconductibles. Le haut fourneau 2 est arrêté, et les travailleurs refusent de le démarrer. Le haut fourneau 1 est en marche ralentie. Le conflit porte sur le maintien du pouvoir d'achat, et les grévistes demandent 300 F pour tous. Dans de nombreux

secteurs, la tension monte : à la préparation des charges, à l'aciérie, au magasin d'expédition. Il est possible que le mouvement s'étende rapidement, malgré les menaces de lock-out de la direction. La situation créée dans le reste de la sidérurgie rend favorable l'action à la Solmer, qui tourne ces temps-ci au plein de ses capacités.

Correspondant

Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942



SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR UN 12 PAGES LE MERCREDI

AXÉ SUR LES LUTTES OUVRIÈRES

«Je voudrais vous dire que Le Quotidien du Peuple de fin de semaine est vraiment très bien et je suis certain que dans ces conditions on va gagner de nouveaux lecteurs et que très vite on aura 5 millions pour l'édition du mercredi». «Maintenant, fort de ce nouveau souffle du QDP il nous faut retourner vite aux 60 pages hebdomadaires».

Voilà deux extraits de lettres reçues dans la dernière période et qui nous fixent bien l'objectif.

Après le 16 pages de fin de semaine, qui est maintenant une réalité, nous nous sommes fixés une nouvelle étape dans la voie des 60 pages

hebdomadaires : un 12 pages le mercredi. Ce Quotidien du Peuple du mercredi, nous avons dit qu'il serait essentiellement axé sur les luttes ouvrières. Nous voulons que cet accroissement de la pagination soit l'occasion d'approfondir des questions importantes apparues dans les luttes, qu'il permette plus de reportages, plus de tables rondes, plus de réflexions sur les questions syndicales. Chaque jour qui passe démontre la nécessité de ce 12 pages du mercredi. Le développement de la lutte des travailleurs en crée l'impérieuse nécessité. Pour réaliser cet objectif, il faut que la souscrip-

tion permanente atteigne les 5 millions. Dès que nous aurons atteint les 5 millions, Le Quotidien du Peuple paraîtra sur 12 pages le mercredi. Nous sommes aujourd'hui à la moitié de cet objectif. Il faut poursuivre et accentuer l'effort pour que le plus rapidement possible Le Quotidien du Peuple progresse vers son unique ambition : mériter toujours plus son titre.

Camarades et amis, notre journal n'a pas d'autres moyens que ceux que vous lui donnez.

Pour un Quotidien du Peuple de 12 pages à dominante «luttes ouvrières» le mercredi.

EN AVANT VERS LES 5 MILLIONS

Asnières	100	Fleurange	250
JPF	150		100
Lesdins		Hérouville Saint-Clair	
GL	350	GC	50
Paris			300
AD	100	Baillargues	
Soutien	142	HP	500
Paris 19 ^e	220	Montpont	
	40	NE	190
P.	200	Faches Thumesnil	
CF	90		300
PG	350		50
AS	680	Angers	
Paris 20 ^e	100	AB	150
DC	150	PC	150
PG	150	Grenoble	
Soutien	14	PS	200
FB	500	Soutien	150
Soutien	350	Dole	
Massy		AC	250
CP	100	Villeurbanne	
Soutien	150		350
Fontenay/Bois		Total	11 321,00
GF	115	Total précédent	14 245,10
Lille		TOTAL GENERAL	25 566,10
GV	180		
Rouen			
Soutien	450		
DC	50		
Besançon			
	250		
Belfort	700		
Vesoul			
MB	500		
La Pommeraye			
BG	150		
Tournus			
DP	200		
	150		
Damville			
BS	200		
Pau			
BD	50		
Montmorillon	300		
Auxerre			
	400		
Amiens	250		
Villers-lès-Nancy			
DL	150		
Thionville			
Un sidérurgiste	20		
Un jeune travailleur	100		
Soutien	80		
Uckange			
FP	100		

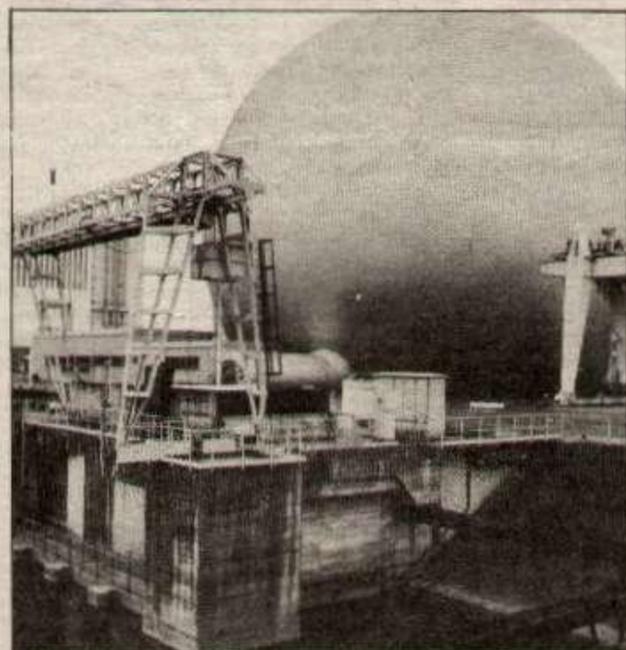
Lutte, Santé, Sécurité N° 10-11 vient de paraître. Revue du Comité Liaison sur la Santé et les Conditions de Travail (CLISACT). Au sommaire :

- DOSSIER CANCER
Pour une véritable prévention, l'information sur les produits cancérigènes.
- RAYONS : LES EFFETS DES PETITES DOSES
Les travaux d'Alice Stewart. Les irradiations dans les hôpitaux.
- DOSSIER ACROLEINE
La lutte de Pierre-Bénite contre l'insécurité
- TRICHLORÉTHYLENE
Un solvant au-dessus de tout soupçon ? Certes pas !
- EMPLOI ET SANTÉ
Inaptitudes : le chantage odieux : «La santé ou l'emploi».
- LE BRUIT :
Ses méfaits, la législation, le sonomètre.



Un numéro double de 80 pages au prix de 10 F (+ 1 F de frais d'envoi). A commander au CLISACT directement : 56 rue des Guipons, 94 800 Villejuif (Régler par chèque).

DEUX CENTRALES NUCLÉAIRES SUPPLÉMENTAIRES A CHINON ?



Le conseil interministériel du 7 février aurait approuvé l'implantation de deux centrales nucléaires supplémentaires à Chinon dans l'Indre-et-Loire. EDF ne dément pas cette information, s'étonnant toutefois de son origine. Les deux centrales en question seraient celles que le nouveau gouvernement iranien a refusées et pour lesquelles le Shah s'était engagé à prendre livraison.

L'Indre-et-Loire et Chinon deviendraient ainsi le lieu à plus forte densité de centrales nucléaires : Chinon 1, construite il y a dix-huit ans, maintenant hors service, Chinon 2 et 3, de filière graphite-gaz en fonctionnement et Chinon B 1 et B 2 de filière PWR en cours de construction.

Ne risque-t-on pas de voir avec ces deux nouvelles centrales multiplier et concentrer les risques liés d'une part au fonctionnement de celles-ci (sécurité, rejets dans l'atmosphère et dans les fleuves, créations de microclimats...), d'autre part à la distribution de l'électricité produite (création de nouveaux couloirs de lignes, effets de champs magnétiques...)

Des questions qui ne préoccupent certainement pas EDF qui trouve plutôt ainsi le moyen de contourner l'opposition des populations à son programme électro-nucléaire, en concentrant ses centrales là où la population a le moins de moyens de contester ces implantations.

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE s'efforce de présenter chaque fin de semaine, sur un sujet déterminé, plusieurs points de vue différents qui sont en présence au sein du peuple. Leur confrontation doit contribuer à faire avancer les débats au sein du mouvement de masse. Bien entendu, l'exposé de ces points de vue différents n'engage que leurs auteurs et nullement la rédaction du journal.

Pour quelque temps, nous ouvrons les colonnes de la rubrique à l'exposé de points de vue sur la question de l'Europe. Nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs contributions sur cette question, y compris s'ils le souhaitent en se situant par rapport aux points de vue déjà exprimés dans le cadre de la rubrique. Les lecteurs peuvent aussi revenir sur des questions déjà abordées ces dernières semaines, dans «*Contraires au sein du peuple*», car bien entendu, le passage d'un sujet de débat à un autre, ne signifie pas une clôture du débat précédent.

LES RÉVOLUTIONNAIRES ET L'EUROPE (suite)

Le point de vue du Parti du Travail d'Espagne (PTE)

«*Un double aspect*»

1) L'existence de la CEE répond au besoin des monopoles européens de diminuer l'écart par rapport aux super-puissances. Cela explique son double aspect : un comportement impérialiste par rapport au Tiers Monde, et par ailleurs, un contenu objectivement anti-hégémonique.

2) Dans la situation actuelle, la propagande des monopoles de notre pays a réussi à répandre parmi les masses l'idée selon laquelle l'intégration dans la CEE constituerait une solution aux principaux problèmes de notre économie.

Cependant, il ne faut pas interpréter cette intégration comme une solution réelle à ces problèmes, car notre pays n'entrerait pas dans la CEE sur un plan d'égalité totale, mais plutôt comme une économie subsidiaire.

3) La position de notre Parti sur les relations entre l'Espagne et la CEE est déterminée par le

Aujourd'hui, l'Espagne ne fait pas partie des neuf pays de la Communauté européenne. Les Espagnols ne seront pas concernés en juin par les élections au suffrage universel du Parlement européen. Pourtant, depuis quelques mois déjà, des pourparlers sont en cours entre le gouvernement espagnol et la CEE en vue de l'intégration de l'Espagne à la

CEE. A des degrés divers, les neuf sont d'accord pour cette intégration. Ce qui se négocie actuellement, ce n'est plus l'intégration, mais ses conditions, notamment du point de vue économique.

A ce titre, les révolutionnaires espagnols sont concernés par le débat européen. Nous publions ci-après la 4^e résolution issue

du 1^{er} congrès du Parti du Travail d'Espagne, qui s'est tenu en mars 1978.

Le PTE situe son analyse de la situation internationale dans le cadre de la théorie des trois mondes. Il considère que «*pour l'Espagne, actuellement, l'ennemi le plus direct, ce sont les Etats-Unis*». Le PTE se prononce contre l'intégration de l'Espagne dans l'OTAN.

générales de notre programme d'alternative économique. De cette façon, nous serons capables d'unifier tous ces secteurs non-monopolistes et de les mobiliser contre les plans du grand capital par rapport à l'intégration dans la CEE.

5) Notre programme, tenant compte des particularités de chaque pays, est valable dans ses lignes générales pour les pays européens les moins développés. Une alternative comme celle défendue par notre Parti, est susceptible de devenir un facteur positif pour l'avancée des forces progressistes en Europe.

6) Considérant que l'intégration dans la CEE constitue une décision fondamentale pour le futur de notre pays, notre Parti défend la nécessité d'organiser, le moment venu, un référendum sur ce thème.

L'Espagne et la Communauté européenne

constat suivant : l'Espagne monopoliste est vouée à l'intégration dans la CEE.

Tout en reconnaissant cette tendance objective, notre Parti agira pour impulser des luttes décidées contre les conditions d'intégration que le grand capital espagnol et européen veulent nous imposer.

Nous devons exiger du gouvernement une attitude ferme de défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la petite et moyenne entreprise, etc.

Egalement, il faudra mettre sur pied une politique pour compenser les coûts élevés et les déséquilibres provoqués par

cette intégration.

4) Pour impulser cette politique, notre Parti doit offrir dans chaque cas concret des alternatives pour défendre les intérêts des secteurs non monopolistes dans le processus d'intégration de notre économie dans celle de la CEE.

Ces alternatives s'inscrivent objectivement dans les lignes

Le point de vue du MLS d'Italie

«*Nous sommes pour ce qui permet de faire un pas en avant vers l'unité économique et politique de l'Europe*».

La loi électorale italienne pour les élections au Parlement européen, met de grands obstacles à la participation d'une force politique comme le MLS, qui n'est pas directement représenté au Parlement national. Cela découle de la conception confédéraliste de l'unité européenne (la représentation européenne devant, selon cette conception, refléter les diverses représentations nationales), qui est commune en Italie à la Démocratie chrétienne et aux partis de la gauche. La participation ou non du MLS aux élections est donc liée de façon problématique à la possibilité ou non qu'il aura de réaliser une coalition avec d'autres forces politiques représentées au Parlement national.

On ne parle pas encore beaucoup des élections européennes en Italie, sauf dans les congrès ou pendant les rencontres au sommet des partis. La position des différentes forces politiques, concernant ces élections, est étroitement liée à l'attention beaucoup plus grande qu'elles accordent à l'évolution de la situation politique intérieure. Les vicissitudes au sujet du système monétaire européen en témoignent. En effet, le vote du Parlement italien sur cette question préfigurerait les positions des différentes forces politiques, non seulement sur les problèmes

concernant la monnaie européenne mais, surtout, sur l'attitude à avoir en cas de crise du gouvernement, crise qui devenait de plus en plus probable.

En ce qui concerne le programme «européen» des différentes forces, il est bien connu que la gauche italienne se présente comme «européiste», partisane de la construction européenne, le parti socialiste italien évolue dans les milieux de la coalition socialiste européenne. Le parti communiste italien a dû prendre acte des divergences profondes qui le séparent du parti communiste français sur l'Europe. Mais il y a au fond une idée commune à gauche. L'«européisme» de la gauche italienne s'est affirmé seulement en tant qu'élément dérivé de la stratégie visant à une participation au gouvernement, dans le cadre d'une alliance avec la Démocratie chrétienne.

En réalité, sur le fond, la gauche italienne a toujours considéré — et elle continue à le faire — la position sur l'Europe de la manière suivante : se retrouvent d'un côté le gouvernement, l'unité de l'Europe, l'atlantisme, de l'autre, l'opposition, le pro-soviétisme, l'anti-«européisme». Les conséquences d'une telle vision des choses sont aisément prévisibles en ce qui concerne la capacité de présenter des pro-

grammes pour l'Europe, surtout de nos jours, où la théorie des deux blocs, sur la scène internationale, est en train de se révéler comme une faillite totale.

Si cette faillite est évidente en politique internationale, elle l'est encore plus en ce qui concerne les propositions économiques et de développement pour l'Italie. L'opposition du parti communiste italien au système monétaire européen, guidé par des préoccupations de politique intérieure, notamment l'attitude à adopter par rapport à la politique d'austérité, s'est révélée dénuée de la moindre référence internationale. Il en est de même pour l'opposition de la gauche au «plan triennal» de la Démocratie chrétienne. En effet, la gauche se réfère encore en grande partie à une hypothèse de développement économique en autarcie, basée sur les principes économiques des années 50 qui guideront la politique économique de la Démocratie chrétienne pendant trente ans. C'est-à-dire l'idée selon laquelle le développement italien pourrait se baser sur de grandes capacités concurrentielles des exportations italiennes sur le marché européen, alors que ces possibilités ne sont plus du tout aujourd'hui ce qu'elles pouvaient être au début des années 50. Tou-

tes les questions communautaires européennes sont donc vues, à gauche comme à droite, en terme de concurrence sur le marché européen. C'est la même logique qui a orienté la politique démocrate-chrétienne au cours des négociations communautaires sur l'agriculture et qui l'a conduite à préférer passer des accords sur les prix d'intégration plutôt que de discuter de l'élaboration d'une politique de structures. C'est avec la même logique qu'aujourd'hui la gauche italienne soutient l'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans le Marché commun, tout en demandant la révision des traités agricoles. Ce qui fait complètement défaut, c'est l'idée d'une planification agricole. Le FEOGA* est toujours conçu comme une structure dont la tâche principale est celle de soutenir les prix. Avec une telle politique, l'entrée des trois nouveaux pays sera longtemps repoussée.

Nous estimons que le Parlement européen élu au suffrage universel réalisera un pas important pour l'unité européenne. Les contradictions avec les structures de type confédéral existant actuellement, seront de ce fait accentuées, et la nécessité de les résoudre deviendra plus pressante. Seule une Europe unie

peut de nos jours jouer un rôle en faveur de la paix et du progrès dans le monde, son rôle par rapport au Tiers Monde sera décisif. La crise des échanges internationaux exige un tel rôle. Seule l'Europe peut fournir une réponse aux attentes des pays du Tiers Monde en ce qui concerne un nouvel ordre économique international mais, en même temps, seul ce rôle peut ouvrir une perspective de développement pour les pays européens. Nous sommes donc pour l'unité et pour tout ce qui permet de faire un pas en avant vers l'unité économique et politique de l'Europe.

Franco Salinitro
Commission internationale
du MLS

MLS : Movimento Lavoratori per il socialismo ; Mouvement des Travailleurs pour le socialisme.

*FEOGA : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, créé en 1962. Gère la répartition des taxes et des subventions agricoles dans les différents États de la Communauté européenne. Par ce biais, cet organisme communautaire intervient dans la restructuration des agricultures européennes.

LUTTES OUVRIERES

L'Intersyndicale à Longwy rencontre quelques difficultés de fonctionnement. Tout le monde en son sein n'a pas la même conception de l'unité. Certains chefs syndicaux s'ingénient à bloquer la plupart des initiatives positives qui pourraient être prises à chaque fois qu'elles n'entrent pas dans leur manière de voir. Les militants les plus actifs doivent lutter ferme pour faire de cette intersyndicale une véritable arme de lutte.

Il y a quelques jours, une centaine de travailleurs de la Chiers sont «montés» demander des comptes à l'intersyndicale. Un débat fort animé s'en est suivi. Les partisans de la division ont dû reculer ; au moins verbalement.

Nous sommes allés voir Mario Tessarotto, délégué syndical CFDT de la Chiers. Dans la cabane de garde, au pied du crassier, il nous a raconté «comment ça c'est passé», cette explication des travailleurs de la Chiers avec les représentants des différents syndicats. Il nous a parlé aussi de la manière dont les militants CFDT de Longwy posent la question de l'unité.

► Comment est-ce venu, cette idée d'aller discuter en masse avec l'Intersyndicale ?

Mario Tessarotto : On a discuté de cela au cours d'une réunion qu'on avait un soir à l'UL. Plusieurs copains, des nouveaux syndiqués, n'étaient pas très contents ; ils disaient : «Jusqu'à maintenant, on ne parle que d'Usinor. Ça fait deux ans que l'on enterre la Chiers et personne ne croit plus à la Chiers. Il faut trouver un moyen pour changer cela. Ce qu'il faut faire, c'est interpeller l'Intersyndicale». On est reparti à l'usine et on a parlé de ça avec des gars de tous bords. Finalement, en discutant comme ça, seulement de bouche à oreille, on s'est retrouvé une centaine et on a décidé d'aller à la mairie, là où l'Intersyndicale a un local. Il y avait pas mal de gars de la CGT et de la CFDT, mais aussi quelques-uns de FO et même des non-syndiqués.

Quand on est arrivé à la mairie de Longwy-Bas, il n'y avait personne ; on a appelé les quatre principales organisations syndicales par téléphone ; on les a convoqués en quelque sorte. En précisant bien que notre but n'était pas de les attaquer, mais de discuter. On voulait savoir s'ils allaient prendre en compte la situation à la Chiers.

► Quelles réponses ont été apportées à vos demandes ?

M.T. : La première chose qui a été répondue, c'est qu'il ne pouvait pas y avoir de réponse de l'Intersyndicale en tant que telle puisqu'elle n'existe pas en fait comme structure. A partir de là, chaque représentant de syndicat a pris la parole pour expliquer son point de vue.

Le copain de la CFDT a dit qu'il était très content, qu'il trouvait très positif que des travailleurs viennent demander des comptes à l'Intersyndicale. Puis, pour plus d'efficacité, il a proposé de mettre en place un bureau de l'Intersyndicale avec un représentant de chaque syndicat. Il a ajouté qu'il pensait très important de mettre une telle structure sous le contrôle des travailleurs et de la population.

Pour sa part, le représentant de la CGT a surtout insisté sur le fait que, selon lui, chaque syndicat devait avoir sa structure propre, ses actions propres... En fait, il a dit que chaque usine devait se débrouiller seule pour faire des actions.

► Comment les travailleurs présents ont-ils jugé ces positions, quand même assez différentes ?

M.T. : Après, il y a eu des discussions assez dures ! C'était très animé. On est venu à discuter de tout, des actions, de la



violence. Un gars a fait remarquer qu'à partir d'un certain moment, on ne pouvait plus se laisser faire. Un autre a posé une question au délégué de la CGT : «L'autre jour, tu as dit qu'il y avait au commissariat des éléments incontrôlés, des casseurs. Moi, j'y étais, je n'ai rien vu de cela ; je les connais tous ceux qui y étaient ; ce sont des gars de la Chiers, d'Usinor, de Garcy...»

Il y avait parmi les gars le souci très présent de leur emploi. Toujours, on revenait à cela : il ne faut pas parler seulement d'Usinor, mais aussi de la Chiers. D'autant plus qu'au niveau des actions, les premières se sont passées à la Chiers. Le premier blocage de Comité d'entreprise par exemple ; ou la première séquestration de direc-

teurs. A chaque fois qu'il y a eu quelque chose à faire, on y était.

► Pour l'instant, l'Intersyndicale, c'est plutôt formel ; il n'en ressort pas beaucoup de propositions d'actions à ce que l'on peut en juger.

M.T. : L'Intersyndicale aujourd'hui, ce n'est pas tellement structuré, mais ça existe quand même. A force de poser les problèmes et d'insister, il y a eu quand même des choses faites. Par exemple, le truc sur les impôts.

En fait, ce qu'il nous faudrait, c'est une structure prenant en compte ce que veulent les gars. C'est ce qu'a exposé le copain de la CFDT et il a été applaudi par les gars qui se trouvaient là. Tu comprends, il

ne suffit pas de lancer des appels à l'unité, il faut proposer quelque chose pour la réaliser.

► Il semble y avoir un certain nombre de problèmes pour réaliser cette unité ?

M.T. : Il faut savoir qu'ici, il y a une grande volonté de lutte. Toute la population veut lutter pour la sidérurgie. Le problème, c'est d'arriver à avoir une structure pour faire l'unité de tous ceux qui veulent lutter.

Dans la CGT, il y a certaines personnes qui ne veulent pas de cela. Pourtant, on sait bien que dans les boîtes, les gars, qu'ils soient de la CGT ou de la CFDT, ils sont pour la lutte et pour l'unité.

Aujourd'hui, ceux qui ne voulaient rien faire sont obligés de

L'UNITE SYNDICALE QU'IL NOUS FAUT

Entretien avec un militant CFDT de la Chiers-Longwy

Recueilli par Gérard PRIVAT

rentrer dans l'action parce qu'il y a la CFDT qui agit. Au début, ceux-là se sont fait vraiment engueuler parce qu'ils ne faisaient rien. Pendant ce temps-là, la CFDT avait mis le SOS en place, elle commençait les opérations coup de poing.

► Vous, militants CFDT, quelle conception avez-vous de l'unité ; comment voyez-vous le rôle de l'intersyndicale ?

M.T. : Pour nous, il y a un élément très important, c'est la confrontation avec les travailleurs, avec la population. Par exemple, il faudrait qu'il y ait de temps en temps, tous les 15 jours ou toutes les semaines, des réunions de masse où l'on discute de tout ce qui concerne la lutte, des perspectives à venir, des actions passées... Bref, que l'on donne le pouvoir aux travailleurs de corriger le tir si quelque chose ne va pas.

► Le problème, c'est de l'imposer à ceux qui n'en veulent pas.

M.T. : D'abord, il faut diffuser cette idée partout. Et puis, on veut que les actions ne soient pas le fait de tel ou tel syndicat. La situation est trop grave pour que l'on tire chacun de son côté. Par exemple, le relais de télé, la CFDT l'a occupé car il fallait bien que quelqu'un en prenne l'initiative. Mais, immédiatement, elle l'a mis à la disposition de l'Intersyndicale. Sur les barrages de route, il y avait les syndicats et leurs militants et la répartition des barrages avait été faite par syndicat. Nous on dit que ça ne devrait pas être comme cela. Les actions, ça doit être les travailleurs, la population, les chômeurs, les femmes... tous ensemble pour défendre l'emploi ; c'est l'aspiration de la population.

► Certains font grand bruit sur la nécessité pour les syndicats de garder leur identité, leur liberté d'analyse. Comment voyez-vous les choses vous, ici, à la CFDT ?

M.T. : Il n'y a pas de problème là-dessus ; on est d'accord avec cela. On ne voudrait pas se dissoudre dans l'intersyndicale. Chaque syndicat doit garder son identité. Ce qu'il faut, c'est réaliser l'unité de tous dans l'intersyndicale, par la confrontation. Et ce sont les travailleurs qui doivent trancher, même si parfois on n'est pas d'accord. Nous, on pense que c'est préférable de se tromper avec les travailleurs plutôt que de gagner tous seuls, sans eux. De l'échec d'une action avec les travailleurs, peut naître une discussion, une analyse différente. Si les travailleurs ne participent pas, comment veux-tu progresser ?



APRES TRAPPES, EVRY ÉVACUÉ PAR LES FLICS

Chronologie de la grève

Nuit de lundi 19 février à mardi 20 : Assemblée générale de la brigade D : un débrayage immédiat est décidé.

Les deux brigades de jour et la brigade de nuit suivante font de même.

Mercredi matin 21 : Première intervention policière à 6 heures. Une AG quotidienne reconduit la grève toutes les 24 heures.

Vendredi 23 : A 15 heures, deuxième intervention policière : elle permet à la direction de faire sortir tout le courrier se trouvant dans le centre. «Les sacs sont dispatchés sur Montparnasse, sur Saint-Lazare et sur Nanterre».

Samedi 24 : Troisième intervention policière. «A chaque fois on exigeait que la police quitte le centre et ses abords. En échange, on acceptait que les camions PTT puissent circuler à l'intérieur. Résultat : à chaque fois la direction en a profité pour faire évacuer le courrier».

Jeudi 1^{er} mars : A 6 h 30, 400 flics enfoncent les portes, cassent les carreaux et du mobilier et chassent une centaine de postiers présents. «Ce sont surtout les civils de Versailles, de Trappes et des environs qui s'en donnaient à cœur-joie, avec leurs matraques ; ils disaient aux CRS : «Tapez dessus, c'est de la racaille !». Ceux-là ne se sont pas privés non plus. Sans aucune raison, ils ont durement matraqué trois ou quatre copains».

A 16 h 30, les postiers de Trappes arrivent à la direction départementale des PTT à Versailles.

La direction propose de «négocier» vendredi à 9 heures. Les postiers refusent, tant que les flics seront dans le centre. Ils exigent que les négociations se tiennent dans le CTA.

Créteil : «Au-delà d'un geste élémentaire de solidarité...»

Au centre de tri automatique de Créteil, le mouvement de grève se poursuit depuis mardi soir, où la brigade D avait débrayé à 70 %. Dès la semaine précédente, l'action avait été décidée, en soutien à ceux de Trappes, et pour les revendications communes à tous les CTA. De jour, la grève est moins suivie. De toute évidence, l'action unie des différents centres est ressentie comme un besoin : «La nuit où la brigade D est partie, on est allé voir les copains de Trappes à une trentaine». Un tract commun CGT-CFDT du CTA de Créteil explique : «C'est pour parer à ce risque l'échec à cause de l'isolement (NDLR) que les travailleurs de Créteil CTA et d'Evry CTA ont déclenché un débrayage de solidarité ; ce débrayage, au-delà d'un geste élémentaire de solidarité, exprime la conscience qui s'affirme avec de plus en plus de force dans les PTT que, face aux attaques frontales et généralisées de l'administration, qui répond partout à nos revendications par les CRS, il faut imposer la satisfaction de nos revendications communes...» Au premier

plan, les 35 heures en jour, les 30 heures en nuit et en demi-nuit, et bien sûr les effectifs.

L'administration avait demandé de décharger des sacs destinés à Trappes, de jouer le rôle de plateforme de transit. Les postiers de Créteil ont stocké les 600 sacs de courrier ordinaire et de courrier cabines (valeurs), qui sont donc bloqués. A Paris-Brunoy, les gars ont également refusé de charger le trafic de Trappes.

A la suite des débrayages de Trappes, Evry et Créteil, et devant le mécontentement qui existe dans tous les CTA de la ceinture parisienne, les deux régions syndicales CGT et CFDT, ont lancé un appel à l'extension des luttes.

Sur Créteil, la combativité existe, les débrayages le prouvent. Mais les postiers disent grosso-modo : «On veut bien que ça pète, mais à condition que ça pète vraiment». Pour les syndicalistes que nous avons rencontrés, l'époque où le slogan «Tous ensemble» avait quelque chose d'incantatoire, est dépassée.

«TOUT FAIRE POUR QUE L'ACTION S'ÉTENDE»

Jeudi matin à 6 h 30, 400 CRS investissent le centre de tri automatique de Trappes dans les Yvelines.

Dès 15 h 30, une assemblée générale intersyndicale était prévue à la Maison des syndicats que se partagent la CGT, la CFDT et FO. Le syndicat de Bergeron ne fait d'ailleurs qu'occuper les locaux car bien que représenté dans le CTA, il ne participe pas à la lutte. Deux heures avant le début de la réunion, malgré le manque de sommeil occasionné par la nécessité de la lutte, des postiers se rassemblaient devant le lieu de réunion. A la fin de celle-ci, une conférence de presse était convoquée en présence des postiers dont plusieurs d'ailleurs prendront le micro pour répondre aux questions des journalistes.

L'unanimité des postiers présents se fait pour dénoncer les déformations de la presse. En premier lieu, tiennent-ils à préciser, nous ne sommes pas 15 % de grévistes comme l'ont dit et répété journaux et radio. «Selon les brigades nous sommes 65 ou 80 % en grève» disait un délégué CFDT avant la conférence de presse. «On se demande bien comment on aurait pu bloquer le centre si nous n'avions été que 15 % !» ajoutait un

gréviste.

En second lieu les porte-parole des postiers ont dit et répété que ce n'était pas essentiellement contre la sanction qui visait un des leurs qu'ils luttent depuis près de quinze jours. «C'est plutôt à cause des effectifs que nous nous sommes mis en grève même si c'est vrai que c'est la sanction frappant l'un des nôtres qui a fait déborder la coupe». On devait d'ailleurs apprendre à cette occasion que les

Jeudi : Trappes ; vendredi : Evry. En deux jours, les flics ont évacué deux centres de tri en lutte, dans la région parisienne. Dans la nuit de jeudi à vendredi, à Evry, la direction est venue donner une sorte d'ultimatum, que les grévistes ont refusé. Trois quarts d'heure plus tard, les flics étaient là. Arrivés un peu avant trois heures, ils sont restés dans le centre jusqu'à 7 h 15. Les postiers d'Evry poursuivent le mouvement : les brigades de nuit et du matin ont débrayé à 100 %. La direction a effectué une partie du travail. Dans les autres centres de tri, des débrayages ont lieu : à Créteil, à Bobigny, à Pontoise en particulier. Les deux régions CGT et CFDT ont appelé à l'action. Pour surmonter l'obstacle que constituent les échecs successifs de toutes les luttes récentes dans les centres de tri (Bordeaux, Toulouse, Créteil, Pontoise, Montparnasse...) partis en lutte en ordre dispersé, la question est toujours celle de l'unification de l'action sur les revendications communes, de plus en plus ressenties comme telles : les effectifs et les conditions de travail.

CTA se caractérisent notamment par l'absence de règlements intérieurs. «Quand ils te foutent une sanction, ils ont toujours raison puisqu'il n'y a aucun code régissant tes droits et tes devoirs» disait un jeune syndiqué CGT.

«TOUT FAIRE POUR QUE L'ACTION S'ÉTENDE»

Comment les syndicats entendent-ils poursuivre la lutte ? Les responsables syndicaux donnaient une impression de grande détermination. Un porte-parole de la CGT devait déclarer : «Nous ferons tout pour que l'action s'étende dès ce soir». Il devait expliquer que des contacts avaient été pris avec les autres CTA de la région parisienne afin que tous entrent en lutte. On apprit également au cours de la conférence de presse que des militants occupaient depuis 16 h 30 la direction départementale des PTT,

mise à Versailles. A l'annonce de cette nouvelle ce fut une tempête d'applaudissements. Sur certaines entreprises de Trappes, un tract invitant les travailleurs à venir témoigner leur solidarité était diffusé, des collectes vont être organisées.

Jeudi, plusieurs syndicats et sections syndicales devaient apporter leur soutien au mouvement engagé. Le service de distribution du courrier sur la ville avait également arrêté le travail ; toutefois, la poste demeurait ouverte, le personnel des guichets n'ayant pas suivi le mouvement dans son ensemble.

OBJECTIF : NEAUPHLE- LE-CHÂTEAU...

Parmi les objectifs que les grévistes se sont fixés, il en est un qui mérite effectivement d'être atteint : faire cesser le fonctionnement du centre de tri parallèle qui fonctionne selon la CGT à... Neauphle-le-Château, non loin de Trappes.

«Déjà en 1974, devait témoigner un responsable CGT, ils en avaient mis un sur pied ; il fonctionnait sur le terrain militaire de Satory, et des appelés étaient chargés de trier le courrier». Comme ils n'étaient pas formés pour cela, on imagine sans peine le résultat.

Avant de partir pour Versailles apporter un renfort aux camarades qui occupaient la direction départementale des PTT, on apprit encore qu'un préavis de grève avait été déposé par les syndicats pour le 5 mars dans les PTT et les Télécom.

François MARCHADIER



▲ Février 1978 : les flics viennent d'évacuer le centre de tri de Créteil.

● Solidarité autour des grévistes de Trappes

«Jeudi dernier, on formait un piquet de grève devant le CTA. Les chauffeurs ont alors reçu l'ordre de nous foncer dessus. Les chauffeurs ont refusé et ont fait demi-tour».

Autre exemple de cette solidarité : jeudi matin quand les CRS ont investi le centre, ils exigeaient du cuisinier qu'il leur prépare un petit déjeuner. Celui-ci a naturellement refusé. Cela lui a valu de se faire brutaliser.

● Des sacs bien suspects

«Depuis le début de la lutte, expliquait un porte-parole au cours de la conférence de presse, nous laissons les non-grévistes trier les sacs contenant du matériel médical et le courrier des administrations. Ce dernier circule d'ordinaire dans des sacs à bandes spéciales, munis d'un triangle rouge».

Mais on avait remarqué qu'il y avait beaucoup plus de sacs de ce type que d'ordinaire et qu'ils étaient bien plus remplis. On en a fait ouvrir un devant nous : il contenait du courrier commercial...»

Une enquête du Quotidien du Peuple

AU RYTHME DU TRAVAIL POSTÉ: LA VIE ÉCLATÉE

Une enquête de Paul GAUVIN

«Les cinq équipes selon Stoléro, c'est l'éclatement de la vie du travailleur, l'éclatement des équipes ouvrières»... «La meilleure façon de sauver l'emploi, ce n'est pas de mettre de côté les revendications...»

Aujourd'hui, on a les moyens de travailler moins, mieux, et tous.

Jean-Pierre ANSELME
(Fédération Papier-carton de la CFDT)

▷ La branche du papier-carton est une de celle où le travail posté est le plus utilisé. Par quels arguments, aux différentes périodes, depuis une vingtaine d'années, les patrons ont-ils justifié l'introduction ou l'extension du travail posté ? Quel était leur but réel ?

Dans un premier temps, les patrons avançaient comme arguments des nécessités techniques. Et leur tactique pour l'imposer était assez simple, c'est d'ailleurs la même qu'aujourd'hui. Elle a consisté à rémunérer, à monnayer, le moins cher possible mais cher au bout du compte, les travailleurs qui acceptaient de modifier leurs conditions de travail, et de travailler en poste, 2x8, 3x8 ou 4x8. Cela c'était il y a 20 ans, jusqu'à il n'y a pas très longtemps. Et puis en 1974, au moment où la crise économique a frappé de plein fouet la papeterie, on a assisté à un glissement de l'argumentation patronale.

L'argument des nécessités techniques accrochait de moins en moins les travailleurs, et le phénomène du temps jouait ; ceux qui avaient accepté 10, 15, 20 ans avant, se rendaient compte aussi, — et les générations nouvelles à travers leur exemple s'en rendaient compte — que finalement, même payé cher, le travail posté, coûtait très cher du point de vue de la santé, du point de vue de la vie, de l'espérance qu'on pouvait avoir d'arriver jusqu'à la retraite.

Donc, les patrons ont modifié leur argumentation pour la centrer essentiellement sur des arguments économiques, liés à la concurrence interne et internationale. Ils disent : «Nous, le continu, le travail posté, on voudrait bien s'en passer, mais ce n'est pas possible, parce que la concurrence ne nous le permet pas».

UNE FATALITE ?

Dans les deux cas, on a présenté aux travailleurs le travail posté comme quelque chose d'inéluctable, contre lequel personne ne pouvait rien, pas même les patrons.

Les buts réels, je crois qu'ils sont clairs, si on fait tourner une machine qui coûte des millions (ça coûte très cher une machine à papier), si le patron veut que cette machine lui assure un maximum de profit dans un laps de temps le plus court possible, c'est évident qu'il va la faire tourner le plus longtemps possible.

Avant 1970, ça ne s'accompagnait pas de diminution d'effectifs, les effectifs autour de la machine à papier étaient stables. A partir de 1974, avec l'introduction de dispositifs permettant l'automatisation de certaines tâches qui

étaient effectuées auparavant par des travailleurs qualifiés, l'extension du travail posté s'est accompagnée de réductions des effectifs soit par des licenciements, soit en arrêtant l'embauche, sans remplacer les départs.

▷ Peux-tu préciser le lien qu'il y a actuellement entre l'extension du travail posté, les licenciements, et la reorganisation du travail ?

LA REORGANISATION DU TRAVAIL

Il y a une logique pour les patrons : réduire les effectifs, allonger le temps de marche des machines. Les conséquences sont simples : il y a moins de travailleurs pour effectuer une production qui a augmenté, dans certains cas considérablement. Réduire les effectifs et étendre le continu, c'est un moyen concret pour

modifier l'organisation du travail dans l'entreprise, en particulier en introduisant la polyvalence : là où il y avait huit travailleurs autour d'une machine, qui avaient chacun un poste précis, une fonction précise, et une hiérarchie qui était généralement acceptée entre eux, parce qu'elle était vieille et qu'elle correspondait à un rapport de forces interne, un accord collectif, aujourd'hui, il n'y en a plus que quatre, et ces quatre-là, il faut qu'ils tournent autour de la machine, voire qu'ils remplacent d'autres dans d'autres ateliers, sur d'autres machines. Voire même qu'ils reviennent dans l'entreprise en dehors du temps de travail qui devait être le leur.

ECLATEMENT DE LA VIE DE TRAVAIL

Déjà, le posté, c'est un être qui est socialement mort, puisqu'il a peu de vie sociale, il n'en a

pas ou il en a mal ; mais là, de plus, dans l'entreprise, il y a l'éclatement de la vie tout court, de la vie dans le travail. Un gars qui doit effectuer quatre ou cinq postes dans la semaine, qui charge de poste, qui fait un travail ici là, c'est un gars qui est éclaté, d. la même façon que son travail.

La conséquence concrète, c'est la division des travailleurs. En même temps que les tâches s'uniformisent, un travailleur fait de plus en plus de tâches à la fois ; mais par contre, la hiérarchie des salaires qui, à un moment donné, pouvait correspondre à quelque chose, correspond de moins en moins à la réalité ; et si on lie ça à la politique patronale qui consiste à accroître l'éventail des salaires ouvriers avec les classifications intermédiaires, la logique actuelle c'est l'éclatement total des travailleurs, des postés, mais aussi des autres.

▷ Quel est le sens des propositions gouvernementales où le ministère du Travail semble prendre en compte la revendication de la 5^e équipe ?

Nous, ce qu'on demande, pour le continu, c'est cinq équipes avec 33 heures 36. Les cinq équipes de Stoléro, c'est avec 37 heures 20. Si on fait 33 heures 36, non seulement on travaille moins, on a plus de temps pour vivre, mais en plus les équipes sont stables.



Tri PTT : Des années de travail de nuit en perspective pour les jeunes qui débutent.

DEUX IDEES OPPOSEES DE LA CINQUIEME EQUIPE

Pour comprendre la différence, on peut voir comment ça se passe dans une usine de papeterie d'Alsace, Beghin-Kaysesberg, où ils ont la cinquième équipe mais avec une semaine de 36 heures. Au départ, il y a eu de l'embauche, puis elle a été bloquée : au bout du compte, il y a moins de monde qu'avant pour faire le même travail.

Si tu multiplies 33 heures 36 par le nombre d'équipes et si tu étales ça sur l'année, ça tombe juste. Si tu fais 36 heures, ou 37 heures 20, ça ne tombe pas juste. Pour compenser la différence entre 33 h 36 et 36 h, les travailleurs doivent revenir dans l'usine une dizaine de jours supplémentaires en plus de leur poste normal ; ça s'appelle les jours de retour. Et c'est là qu'on arrive à la polyvalence : avec la diminution des effectifs et les jours de retour, ça donne des espèces de demi-équipes en permanence qui vont boucher les trous dans l'entreprise. Le résultat, c'est l'éclatement, la déstructuration des équipes ouvrières. Si tu as 5 ouvriers dans une équipe, il y en a toujours un qui est nouveau, qui est de passage, et les gars vont travailler à droite et à gauche.

▷ Quelle a été, aux différentes périodes, la riposte ouvrière au travail posté ?

Ce qu'on peut constater d'abord, c'est un changement important des mentalités, en profondeur : au départ, on a accepté le travail posté parce que c'était avantageux du point de vue salaire. Le bond en avant des salaires était considérable dans bien des cas ; ça c'est payé très cher.

UNE REMISE EN CAUSE EN PROFONDEUR

Et puis au fil des années, surtout à partir de 1968, les travailleurs, les jeunes en particulier,

commencent à se poser des questions, parce qu'ils voient que non seulement ils sont déstructurés dans la vie, mais qu'ils le sont aussi dans l'usine, et ça les fait réfléchir ; donc, il y a de fait une remise en cause du travail posté. C'est la base d'appui de toute lutte sur ce thème. Les luttes les plus importantes menées dans la branche l'ont été de 1968 à 1974. De 1974 à aujourd'hui, avec la crise économique, c'est le thème qui a été un peu mis sur la touche : il y a les licenciements, les réductions d'effectifs.

En 1972, la lutte de Zig-zag (Thonon-les-Bains) a duré 8 semaines, sans succès, contre la mise en continu d'une machine. Il y a aussi Ausseolat près d'Annecy, où les travailleurs ont réussi à imposer l'arrêt de l'usine le dimanche. Ils ont discuté collectivement sur les meilleurs types de roulement, qui finalement ont été imposés au patron.

UNE AUTRE LOGIQUE

Par la suite, il y a eu cette

espèce de coup de marteau reçu sur la tête depuis 1974, avec à l'ordre du jour la lutte contre les licenciements, contre les fermetures d'entreprise.

A mesure qu'on s'enfonce dans la crise, à mesure que la crise et le chômage se prolongent, les travailleurs se rendent compte que le meilleur moyen de sauver leur emploi, et en même temps la papeterie, ce n'est pas de faire confiance aux patrons, ce n'est pas de mettre de côté les revendications, il y a une idée qui fait son chemin, et que nous estimons être une autre logique, opposée à celle des patrons. Cette idée c'est : pas d'accord pour qu'il y ait moins de travailleurs qui se crévent dans une boîte, avec les autres qui sont dehors au chômage en situation d'assistés. En fait, on a les moyens aujourd'hui en France, comme dans les autres pays industrialisés, de travailler moins, mieux et tous. Et à partir de là, il n'y a aucune raison pour que le travail posté se fasse dans les conditions actuelles, même si on n'a pas les moyens de le suppri-

mer du jour au lendemain. Aujourd'hui, depuis 3 mois, les travailleurs de deux machines de la cartonnerie de Voisin-Pascal, aux Eparges dans l'Isère, arrêtent le travail le samedi ; ils perdent de l'argent tous les samedis, mais ils s'en moquent, ils préfèrent avoir leur samedi, et espèrent bien arriver à l'imposer à la direction, qui refuse toujours de négocier.

▷ Peux-tu parler de la campagne de la CFDT ?

Il ne s'agit pas de journées d'action auxquelles personne ne croit plus. Il s'agit d'une campagne sur plusieurs mois, qui regroupera les forces de trois fédérations de la CFDT : métallurgie, chimie et papier-carton. Actuellement, nous sommes en train d'éclaircir les revendications, de voir les actions en cours, le développement qu'elles peuvent avoir, la coordination, et le type d'action à mener là où il n'y en a pas, avec la perspective d'une action commune, vers Pâques, centrée sur la 5^e équipe avec 33 heures 36.

L'extension du travail posté

POURCENTAGE D'OUVRIERS TRAVAILLANT EN EQUIPES SUCCESSIVES DANS LES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION :

1957	1959	1963	1970	1974
14,3	20,1	25,0	25,5	31,3

▷ Dans les industries de transformation (non compris le bâtiment), qui sont celles qui ont le plus recours au travail posté, le pourcentage d'ouvriers en poste a plus que doublé en moins de vingt ans : il a augmenté très rapidement de 1957 à 1963, plus lentement de 1963 à 1970 puis de nouveau rapidement après 1970.

EVOLUTION DE CE POURCENTAGE DANS QUELQUES BRANCHES

	1957	1974
Production des métaux	28	77,2
Construction de machines	7,7	39,3
Verre, céramique, matériaux de construction	15,3	38,4
Chimie, caoutchouc	14,5	40,2
Textile	34,0	50,2
Papier carton	22,2	52,6
Industrie polygraphique	7,8	33,8

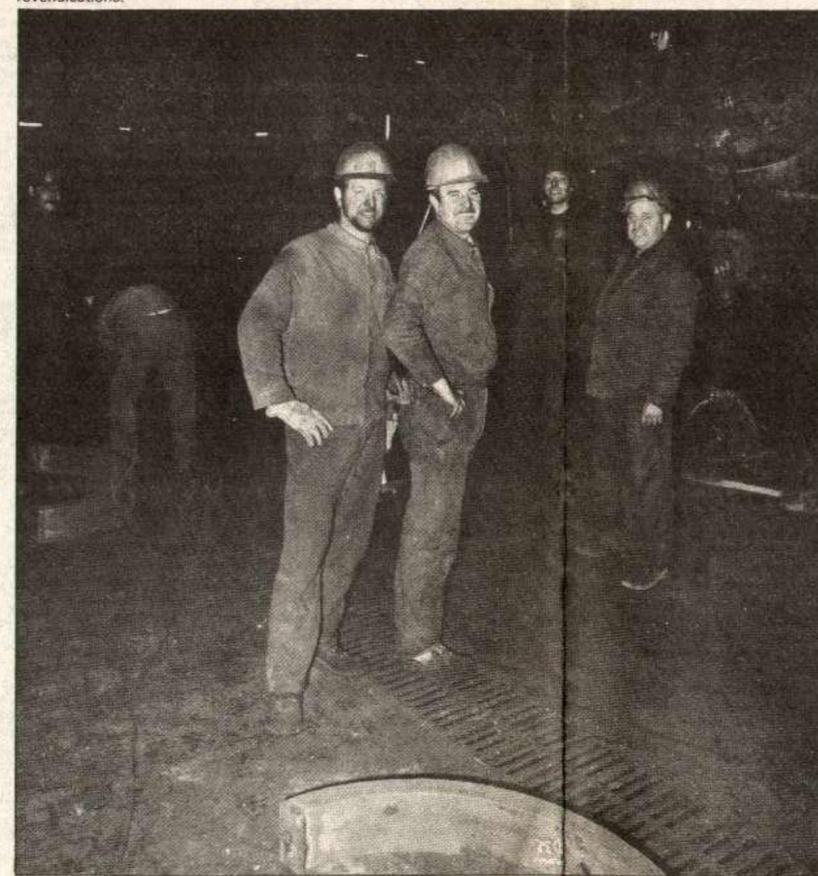
DANS LES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION, EN 1974 : POURCENTAGE D'OUVRIERS TRAVAILLANT EN EQUIPE EN FONCTION DU NOMBRE DE SALARIES DANS L'ENTREPRISE

Ensemble des industries de transformation :	31,3 %
Etablissements occupant de 10 à 49 salariés :	8,6 %
Etablissements occupant de 50 à 199 salariés :	18,2 %
Etablissements occupant de 200 à 499 salariés :	33,7 %
Etablissements occupant plus de 500 salariés :	48,9 %

▷ Plus l'entreprise est importante, plus elle a recours au travail posté

(Tous ces chiffres émanent du ministère du Travail).

Dunkerque, haut fourneau n° 4 : au cœur de la nuit, en grève sur le tas pour la 5^e équipe et d'autres revendications.



Quand le gouvernement «réglemente» le travail continu...

La législation sociale de notre gouvernement fait parfois preuve d'une grande hardiesse. Jugeons-en : d'après un décret du 30 juin 1977, «le mode de travail par équipes successives selon un cycle continu doit comporter chaque semaine une interruption d'activité pendant une durée consécutive de 14 heures au moins débutant le samedi entre 19 h et 22 h 30».

Ainsi, il serait fait droit à une revendication avancée dans de nombreuses luttes : chacun aurait le droit à son samedi soir et au dimanche matin ! Mais ce décret s'applique-t-il dans toutes les usines ? Lisons la suite de ce décret «révolutionnaire» : «Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables dans les établissements ou parties d'établissements qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret (1^{er} juillet 1977) pratiquent le mode de travail par équipes successives en cycle

continu». Donc, rien de changé pour ceux qui travaillent déjà en continu : ce décret ne vaut pas pour eux. Mais toutes les entreprises où le patron veut passer en continu sont-elles visées ? Pas du tout ! «En sont en outre exemptés les travaux et fabrications pour lesquels un régime de marche ininterrompue est rendu nécessaire du point de vue strictement technique, du point de vue de la sécurité du personnel, de la sauvegarde de l'outil ou de la logique du processus industriels».

C'est bien vague ; et tous les patrons peuvent retrouver dans cette énumération les prétextes au nom desquels ils ont imposé le «continu». Alors, une telle loi peut-elle être utilisée par les travailleurs ? Tout dépend de ce qu'on entend par «logique du processus industriels»... et surtout du rapport de forces patron-ouvriers dans l'entreprise.

1979, c'est «l'année internationale de l'enfant». Ainsi en ont décidé des adultes, et plus précisément l'Assemblée générale des Nations Unies.

En France, si tout se passe comme pour «l'Année de la femme» en 1978, on peut s'attendre au pire : pendant un an, que ce soit à la télévision ou à la radio on n'a pas entendu de travailleuse de la campagne ou de la ville, de femme immigrée, de mère célibataire, de femme battue, raconter elles-mêmes leur vie.

Donnera-t-on davantage la parole aux enfants des banlieues ouvrières, des cités de transit, aux enfants des HLM et du béton ? C'est douteux, ou alors un commentaire de journaliste «responsable» sera là pour y faire contrepoids.

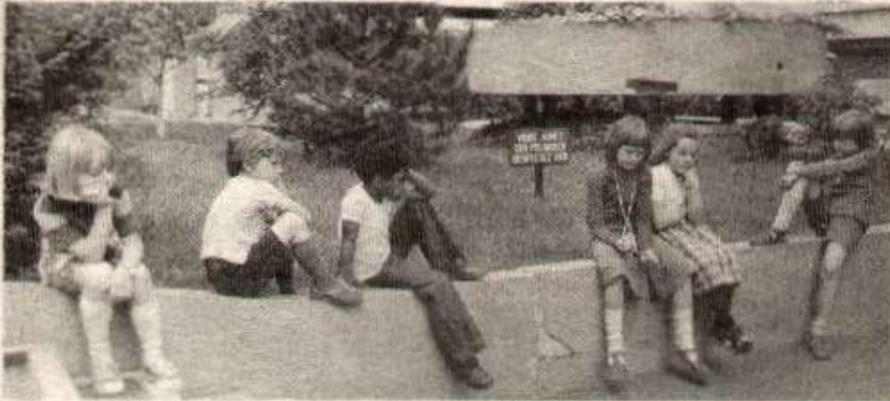
Décréter une année spéciale pour des problèmes qui existent avant, pendant et après elle, est-ce bien sérieux ? La question se pose. Mais pourquoi ne pas en profiter pour évoquer les sujets dont on n'entendra sans doute guère parler ?

Aujourd'hui nous vous proposons quelques extraits d'un petit livre réalisé par des enfants de l'école primaire Vitruve de Paris (XX^e). Aidés par leur institutrice Patricia, sept enfants de cours élémentaire première année, Gaïa, Léonie, Jérôme, Augustin, Marie, Marguerite et Dominique, ont fait avec «Le livre hors-la-loi» un «roman-photo sur la vie quotidienne des enfants à Paris». Avec humour, ils expriment leur refus des innombrables interdictions opposées aux activités des enfants.

LE LIVRE

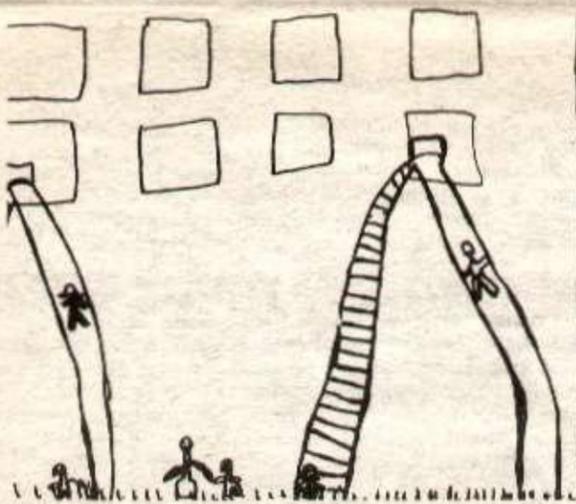
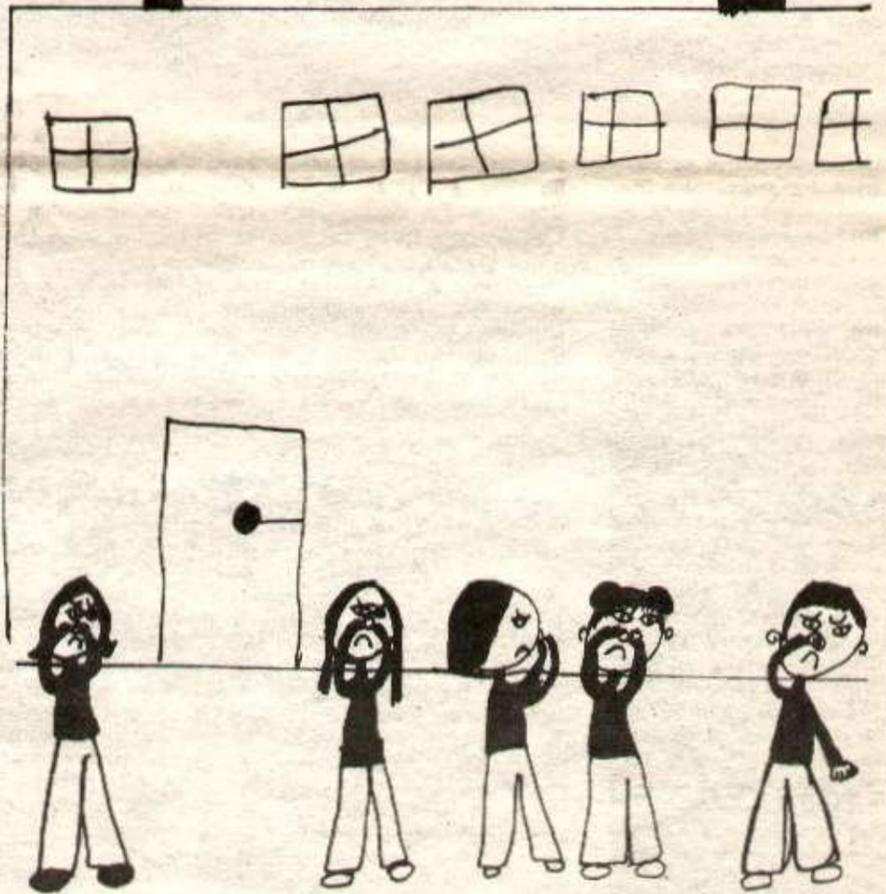
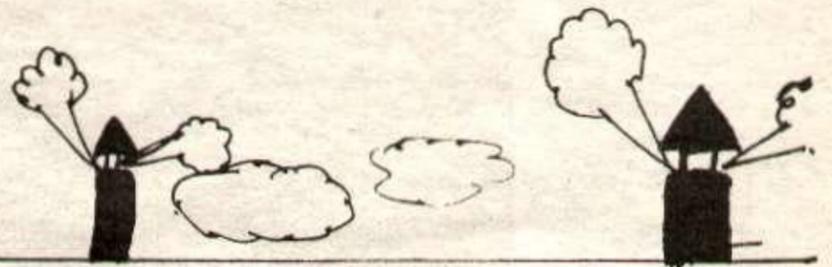
HORS LA LOI.

«Roman-photo sur la vie quotidienne des enfants à Paris» par des enfants de l'école Vitruve



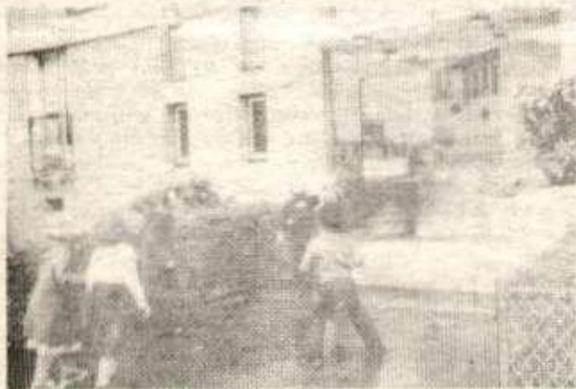
On n'a pas le droit de marcher sur les pelouses. Ça sert à rien de regarder les pelouses sans pouvoir marcher dessus. Si on les aime on veut faire des cabriolets.

Paris est sale, on ne peut pas respirer l'air pur je voudrais que Paris ne soit pas pollué.



On n'a pas le droit de prendre l'ascenseur tout seuls. Ils mettent les boutons trop haut !!

Moi je voudrais que chaque immeuble à Paris ait un jardin avec un toboggan qu'on puisse aller directement de l'immeuble à son jardin.



Des enfants jouent au ballon devant un immeuble

Soudain la concierge sort.

Elle se met à les engueuler où peut-on jouer ???

LES PARTIS ET L'URSS

Le PS : amadouer l'ours polaire (2)

Nous avons examiné hier la position du RPR face au danger de guerre que fait planer l'Union soviétique. Nous analysons aujourd'hui la position d'un parti d'opposition, le parti socialiste. Lui aussi, à sa manière, voile les préparatifs de guerre du social-impérialisme et se laisse prendre aux sirènes de la détente. Ces positions se trouvent reflétées de façon encore plus nette par sa minorité, le CERES.

Les dirigeants socialistes ne manquent pas, à l'occasion, de critiquer l'Union soviétique, du point de vue de son régime intérieur. C'est le sens qu'avait la tenue, les 13 et 14 janvier derniers, du colloque sur le «stalinisme», terme par lequel le PS désigne le régime soviétique. Le véritable objet de ces critiques vis-à-vis de l'URSS est un but de politique intérieure française : cela apparaît assez clairement si l'on remarque que l'un des thèmes de ce colloque était la «persistance du phénomène stalinien en Occident», moyen pour le PS de critiquer le PCF, qui serait resté «stalinien», et aurait stoppé son évolution «eurocommuniste».

En ce qui concerne la stratégie de guerre du social-impérialisme, les dirigeants socialistes se montrent beaucoup plus discrets. Dans les textes du PS, on trouve parfois, il est vrai, le mot impérialisme pour caractériser l'URSS (mais aussi la Chine), mais jamais dans le cadre d'une analyse sérieuse et globale de la stratégie soviétique.

C'est ainsi que le PS ne rate pas une occasion pour affirmer que la détente est irréversible. Mitterrand déclarait, lors de sa campagne présidentielle de 1974 : «Nous avons reçu, nous recevons encore, les dirigeants de l'Union soviétique (...) Les murs de la séparation ne montent pas si haut qu'on ne puisse les dominer».

Cet aveuglement est tout aussi complet lorsque l'URSS passe à l'offensive. Lors de la guerre du Shaba, La Lettre de l'Unité (23.5.78) écrivait : «La présence, dans ce secteur, de forces militaires extérieures, est loin d'être établie». Si le PS a condamné l'intervention vietnamienne au Kampuchéa, il n'a pas jugé utile à cette occasion de souffler mot du rôle de l'URSS dans cette agression. Et, dans l'actuel conflit entre le Vietnam et la Chine, le PS désigne la Chine comme agresseur.

Plus net encore est ce semblant d'analyse globale fait après le voyage de Deng Xiaoping aux Etats-Unis (Lettre de l'Unité du 2.2.79) : «La désignation

Par François NOLET

de l'URSS, en termes aussi clairs que le permet l'usage des chancelleries, comme obstacle à la paix mondiale, est une indiscutable victoire du n°3 chinois, qui a réussi à entraîner le président des Etats-Unis sur son terrain. On peut craindre que ce type de manœuvre soit plutôt néfaste à la détente. Il serait en effet étonnant que l'ours soviétique se laisse brider sans réagir». Ce type d'argumentation n'est pas nouveau, et illustre assez bien l'esprit de Munich. En l'occurrence, ce qui «menace la détente», ce serait de dénoncer ceux qui préparent la guerre. Et si l'URSS lance des actions agressives, il ne fait, selon les auteurs, que «réagir» à «ce type de manœuvre». La vieille tactique qui consiste à essayer d'apaiser les fauteurs de guerre a pourtant fait preuve historiquement de sa faillite.

ET LE CERES ?

Un exposé des thèses du PS serait incomplet si l'on ne prenait pas en compte les positions de sa



Mitterrand à Moscou en 1975, avec Ponomarev

minorité, le CERES. Cette tendance est proche du PCF sur les questions de politique intérieure. Dans le domaine de l'analyse de la situation mondiale, ses thèses n'en sont guère éloignées non plus. Qu'on en juge.

Le CERES, par opposition à la direction en place du PS, insiste vigoureusement sur la lutte à mener contre l'impérialisme américain, et émet de sérieuses réserves sur la construction européenne. Mais quant aux dangers venus de l'Est, l'aveuglement est de rigueur. Lorsque le prétendu Front de libération nationale du Congo intervenait au Zaïre, la revue du CERES, Repères, écrivait : «L'Administration américaine, comme les experts de la politique africaine au Quai d'Orsay, reconnaissent que cette menace soviétique (prétexte à l'inter-

vention française, NDLR) a été largement surestimée et qu'il convient de la ramener à sa juste mesure».

Dans un récent numéro de la même revue (décembre 78-janvier 79), on trouve une «esquisse de la situation du monde à la fin 1978». Le «groupe d'évaluation de politique étrangère» du CERES insiste sur les «difficultés politiques» qu'a éprouvées l'URSS dans la dernière période : «Elles sont évidentes au Proche-Orient (...); en Afrique, l'URSS est également sur la défensive (...). En Asie, la signature du Traité de paix sino-japonais (...) placé l'URSS (...) dans une situation nettement défensive (...). Enfin, il n'est pas jusqu'à l'Europe qui pourrait lui poser des problèmes, à mesure que s'affirme l'accroissement constant de la puissance économique de la RFA».

Présenter l'URSS comme étant dans une situation défensive, c'est laisser entendre qu'elle n'est pas vraiment dangereuse. Le CERES reconnaît d'ailleurs que l'URSS consent «un effort constamment maintenu sur le plan militaire», mais la raison en est, pour lui, cette position «défensive». Par ailleurs, le CERES considère comme certain que «l'URSS manifeste un désir — parallèle — de maintenir la politique de détente».

D'ailleurs, pour Chevenement, (dans Les socialistes, les communistes et les autres), «la droite a tendance à gonfler la menace soviétique».

Au sein du PS, le CERES se fixe comme ennemi principal la «gauche américaine» (le courant Rocard). Pour lui, le danger vient seulement d'outre-Atlantique.

INTERNATIONAL

Mehdi Bazargan, Premier ministre iranien, a menacé mercredi de donner sa démission si le «Comité Khomeiny» et les mouvements d'extrême-gauche ne mettaient pas un terme à leurs activités. A la radio-télévision, les employés sont toujours en grève contre la censure exercée par le directeur Gotbzadeh qui n'entend accorder le droit de s'exprimer sur l'antenne qu'aux seuls religieux. D'autre part, Khomeiny va soumettre au conseil de la révolution, un projet visant à suspendre la loi sur la protection de la famille votée en 1975, ce qui aurait pour effet de limiter le droit au divorce. Les associations de femmes qui se sont constituées à la faveur du mouvement populaire ont vivement protesté contre ce projet.

Qui gouverne actuellement en Iran ? Il est bien difficile de répondre à cette question tant les pouvoirs de décision sont dispersés. Ce qui semble évident dans la situation qui prévaut actuellement en Iran, c'est que ni le gouvernement provisoire (à forte composante Front national), ni les «comités Khomeiny», qui pourtant détiennent le plus de pouvoir localement, ne contrôlent véritablement la situation. Lorsqu'on interpelle les responsables gouvernementaux sur les déclarations de tel ou tel ministre ou responsable de l'Etat, la réponse est toujours la même : «Nous ne sommes qu'un gouvernement provisoire, seul un gouverne-

ment élu sera à même de prendre les décisions qui devront être appliquées». Interrogés sur les propos du chef d'état-major de l'armée, qui n'exclut pas la poursuite d'une collaboration militaire étroite avec les Etats-Unis, les milieux proches de Khomeiny affirment que ce dernier ne s'exprime qu'en son nom propre ou, ce qui revient au même, «au nom du gouvernement provisoire».

DES «ERREURS» DE NOMINATION

Ainsi, certains religieux, rejoignant en cela les travailleurs de la radio-télévision, n'hésitent pas à dénoncer la censure qui s'est instaurée depuis la no-

IRAN : QUI GOUVERNE ?

mination de Gotbzadeh. Ce dernier a interdit d'antenne toute tendance du mouvement populaire en dehors des religieux. Y compris parmi certains religieux, la nomination de Gotbzadeh est considérée comme une «erreur» qui devrait bien vite être réparée. Les employés de la radio-télévision, de même que bon nombre de travailleurs, ont demandé de pouvoir élire un nouveau directeur, ce à quoi les nouvelles autorités répondent : «Les élections de responsables ne peuvent se faire, ils doivent être nommés par les autorités, car les agents de la SAVAK et les partisans de l'ancien régime sont encore nombreux dans l'appareil d'Etat». Un tel argument serait tout à fait valable si le nouveau régime se donnait tous les moyens pour mener à fond l'épuration qui s'impose, et qui est réclamée par un nombre croissant de travailleurs, mais est-ce le cas ? Selon de nombreux témoignages, les nouvelles autorités montreraient une certaine réticence à en

finir avec l'ancien régime.

LES SEQUELLES DU REGIME DU SHAH

Cependant, les religieux ne semblent pas s'opposer en bloc au plein exercice de la démocratie. Par exemple, rompant avec les pratiques décrites plus haut, Banisadr, économiste iranien, a appelé à la radio toutes les composantes du mouvement populaire à venir faire connaître leur programme à la radio ; cet appel s'adressait également aux organisations d'extrême-gauche. Ceci dans le même temps où se déroulaient certains faits contraires comme l'attaque de manifestations d'extrême-gauche par des éléments religieux, de même que des pressions exercées sur les journaux, et les récentes déclarations de l'ayatollah Chirazi qui se dit prêt à partir en croisade pour garantir le caractère islamique de la république. Interrogés sur ces faits, les religieux proches de Khomeiny répondent qu'il y a des fanatiques partout. Plus con-

vaincance, leur deuxième explication n'est pas pour autant entièrement suffisante : «Certains aspects fascistes du Shah ont pénétré dans le peuple iranien, ce sont les séquelles du lavage de cerveau pratiqué par le Shah, il faut du temps pour sortir de ce cadre».

D'autre part, Bazargan, il y a encore quelques jours, déclarait apprendre la nouvelle des exécutions des généraux, par les journaux, indiquant par là les limites de ses pouvoirs de Premier ministre. Parlant à la radio, il devait notamment déclarer à propos du Comité Khomeiny et de l'extrême-gauche (qu'il met

sur le même plan) : «Ils persécutent des gens, se livrent à des arrestations, donnent des ordres. Ils sont contre nous, contre les nominations que nous faisons... Si cela continue, il ne nous reste qu'à démissionner». A défaut de dominer la situation intérieure, le gouvernement provisoire a annoncé mercredi que l'exportation du pétrole iranien s'effectuerait désormais directement par la Compagnie nationale des Pétroles sans passer par le consortium international qui représentait les compagnies étrangères.

Frank ROUSSEL

Meeting de soutien au Kampuchéa démocratique, victime de l'invasion soviéto-vietnamienne, dimanche 4 mars à 17 heures

Salle Saint-Bernard, rue Saint-Bruno, en face de l'église Saint-Bernard, au cœur du quartier de la Goutte d'Or (métro Barbès ou La Chapelle).

Organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) du 18^e avec la présence d'une représentation du comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France.

TROIS MOIS AVEC LES COMBATTANTS DU ZIMBABWE

Premier reportage réalisé dans les zones libérées

Après avoir fait sauter le 11 décembre dernier, les réservoirs de pétrole de la capitale Salisbury, le mouvement de libération du Zimbabwe (Rhodésie) vient de frapper successivement la centrale électrique de la capitale, puis l'aéroport. Alors que 85 % des zones rurales sont déjà contrôlées par la guérilla, les villes où habitent les racistes ne sont déjà plus sûres pour eux, les liaisons ne se font plus qu'en convois militaires.

Ces victoires ont été rendues possibles par l'intense travail de mobilisation des masses réalisé par la ZANU (membre, avec la ZAPU, du Front patriotique du Zimbabwe). Pour la ZANU, après 1978, «année du peuple», 1979 doit être «l'année de la tempête populaire». Le régime raciste de Smith ne pourra plus enrayer la marche à la victoire du peuple du Zimbabwe, ni en massacrant les populations, ni en faisant des raids meurtriers contre la Zambie, le Mozambique et, plus récemment, l'Angola. La comédie du «réglement interne» avec des fantoches africains comme Muzorewa a fait faillite. Les victoires du mouvement de

libération du Zimbabwe sont remportées contre les impérialistes occidentaux qui n'ont cessé de soutenir économiquement et militairement le régime de Smith. En appliquant le principe : «*Nous sommes nos propres libérateurs*», la ZANU s'oppose également aux visées du social-impérialisme en Afrique australe. Son combat s'inscrit dans celui du peuple et des pays du monde contre les deux superpuissances.

En remportant la victoire militaire, le mouvement de libération du Zimbabwe, construit une nouvelle société sur les ruines du «pouvoir pâle» dans les zones libérées.

Extrait du bulletin du Comité Zimbabwe (14 rue de Nanteuil 75 015 Paris) nous publions le témoignage de Justin Nyoka, journaliste de Salisbury qui a rejoint le maquis en août et a visité les zones libérées jusqu'en décembre 1978. Il était le premier journaliste à s'y rendre. Son article paru dans la revue mozambicaine *Tempo* a été traduit par les soins du Comité Zimbabwe.

La sécurité prise en main par les masses

A travers la mobilisation des masses, les guérilleros de la ZANLA ont réussi à détecter et à éliminer des agents du régime. Quand un agent est détecté, suit le jugement populaire et c'est la population qui demande à exécuter elle-même la sentence.

Dans les zones de la ZANLA, les patrouilles sont faites par des milices populaires. Il y a un contrôle sur le mouvement des personnes. Personne ne peut entrer ou sortir d'une zone de la ZANLA sans autorisation du commandant de district. Cette mesure permet une réduction des possibilités d'infiltration de la part d'agents du régime.

Un jour, j'étais avec une unité de la ZANLA sur la rivière Save, entre Wedza et Save Norte, quand un groupe de représentants de la population a amené deux jeunes qui ont confessé avoir été envoyés par Sithole pour entrer en contact avec la ZANLA et ensuite transmettre aux troupes rhodésiennes la localisation de ses bases. Les deux jeunes avaient déjà les menottes aux mains quand ils ont été emmenés à la base et la population exigeait la peine de mort pour les deux. A la fin, on trouva une solution. Un des deux serait châtié et l'autre serait envoyé pour répandre la nouvelle de ce qui était arrivé à son ami.

Il y a aussi un contrôle sur les personnes qui, pour diverses raisons, doivent aller vers les centres urbains visiter des parents malades ou emmener des messages pour les sympathisants de la ZANLA dans les villes. Ceux qui font ces missions peuvent être des vieux ou des vieilles ou des jeunes filles. La majorité des jeunes hommes sont en action dans les forces de la ZANLA. Un nombre déjà considérable de jeunes filles fait le travail qui était antérieurement fait par des jeunes garçons : patrouilles de sécurité et courrier. Quand une unité qui m'escortait ne connaissait pas bien une zone déterminée, il n'était pas rare qu'une jeune fille nous guide. Et parfois, elle pouvait marcher six à douze heures.

Parmi les vieux, j'ai vu le désir général d'apprendre à manier une arme pour lutter contre l'ennemi. Pour les jeunes, il y a un programme qui assure leur formation militaire à l'intérieur du pays même pour qu'ils puissent se défendre par eux-mêmes.

Travail sanitaire et éducatif

Dans les zones libérées et semi-libérées, les conditions sont réunies pour un travail sanitaire et éducatif. Deux choses m'ont beaucoup impressionné. En premier lieu, le fait que les villageois dépendent maintenant totalement des forces de la ZANLA dans le domaine de la santé. Il y a des consultations toutes les nuits et les personnes sont soignées dans la mesure du possible. J'ai vu des centres de santé provinciaux s'occuper de fractures. En second lieu,



les forces de la ZANLA utilisent l'infrastructure éducationnelle coloniale pour leur propre système d'éducation.

En vérité la ZANLA n'a jamais ordonné la fermeture des écoles ; elle a ordonné par contre que les élèves cessent de payer des droits.

La ZANLA a aboli également le paiement des impôts au régime par le peuple, ainsi que les «impôts privés» payés aux chefs traditionnels locaux. Dans certains endroits, les chefs tribaux ont dû fuir vers les villes. Cependant, j'ai rencontré de nombreux chefs qui soutiennent la ZANLA et ceux-ci sont reconnus comme chefs de leurs bourgs selon les règlements militaires de la ZANLA.

En utilisant ces institutions, la ZANLA a réussi à construire ce qui correspond à une structure politique qui opère côte à côte avec ses forces.

Le commerce dans les zones libérées et semi-libérées est maintenant aux mains du peuple. Egalement dans ce domaine, des infrastructures anciennes ont été utilisées pour transférer les moyens de production locaux au peuple.

Le commerce

A mesure que la guerre s'est intensifiée, le régime de Smith a fermé les magasins et les centres commerciaux dans les zones de guerre. Dans certains cas, il y a eu des propriétaires de magasins qui ont été tués par le régime parce qu'ils soutenaient les guérilleros.

J'ai vu également que la ZANLA soutient le petit commerçant ainsi que la formation de coopératives dans le domaine de la propriété commerciale. Dans les endroits où la propriété privée a été autorisée, le petit commerçant comprend qu'il rend des services au peuple et c'est pourquoi il ne doit pas spéculer sur les prix des produits. Il y a donc un combat contre l'idée de répondre aux besoins du peuple pour s'enrichir rapidement. Quand

on voit que quelqu'un demande des prix exorbitants, l'affaire est rapportée au Comité local, lequel, après enquête, va discuter directement avec le commerçant. S'il ne réduit pas les prix, la ZANLA intervient du côté des masses. Dans les derniers 18 mois, dans la plupart des zones de guerre, cette mesure n'a pas eu à être prise.

J'ai visité des zones dans lesquelles on avait demandé aux commerçants de stocker des grandes quantités de produits alimentaires et autres biens de première nécessité pour qu'ils soient vendus pendant les longues périodes à faible circulation routière dans ces zones.

J'ai vu également la préoccupation des villageois à rendre les meilleurs services possibles aux combattants de la ZANLA. «Si

Smith arrive à maintenir ses forces, nous arriverons à maintenir les nôtres encore mieux», m'a dit un chef de la zone de Chiduku.

Là où il y avait des coopératives de production et de vente de coton contrôlées par l'administration coloniale, la ZANLA utilise cette infrastructure de manière à conserver aux paysans le contrôle de la production et à transformer les produits. La production de végétaux, par exemple, est contrôlée par les paysans. Ces produits ont l'avantage de n'être pas vendus sur les marchés urbains ; ils sont achetés localement par les masses à des prix accessibles.

Dans certaines zones, j'ai vu des coopératives d'élevage de petites espèces. L'idée est apparue avec la préoccupation des villageois d'avoir des animaux pour alimenter

les combattants. Plus tard, les comités locaux ont vu qu'ils pouvaient les vendre à d'autres zones et ont alors décidé d'augmenter la production (...).

Une grande conscience politique

Dans toutes les réunions, les masses donnent leurs opinions sur comment résoudre les problèmes. Les forces de la ZANLA les encouragent à discuter entre elles les petits problèmes avant qu'ils ne se transforment en grands problèmes.

Pendant ma visite, j'ai constaté une grande conscience politique parmi les masses rurales. 1978 est l'«Année du Peuple» et la tâche des masses est de porter la révolution partout. Les parents dont les enfants sont dans les centres urbains écrivent en leur demandant de revenir pour se joindre à la ZANLA.

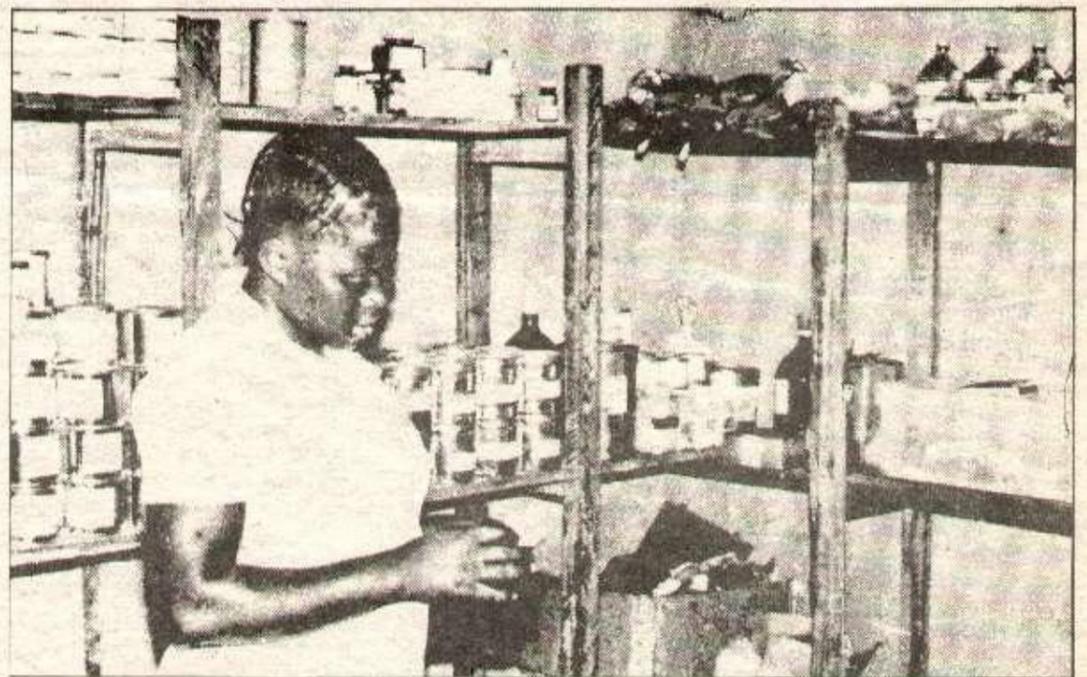
Le contact entre la ZANLA et les centres urbains, ainsi que les réunions politiques qui ont lieu partout, ont donné naissance à un très grand déclin du soutien à Muzorewa dans les villes.

Ce contact entre les villes et la campagne donnerait à la ZANU une victoire retentissante s'il y avait en ce moment un processus électoral reposant sur le système un homme-un vote. Les Anglais et les Américains eux-mêmes reconnaissent cela en ce moment.

D'autre part, les masses sont très averties sur les manœuvres de la Grande Bretagne et des États-Unis ; pendant ma visite, j'ai vu que le peuple lutte contre les fantoches avec la même détermination qu'il lutte contre le régime Smith.

Une des conclusions que je tire de tout cela est que le peuple zimbabwéen est réellement prêt à mener à bien cette guerre pendant autant d'années qu'il sera nécessaire.

Justin NYOKA



«Un dispensaire dans les zones libérées de la ZANU»

Au cours du meeting de soutien à la lutte de libération du peuple érythréen mercredi soir à la Mutualité, Nafi Kurdi, représentant en France du FPLE, a fait le point sur la situation actuelle, notamment sur les victoires remportées récemment par le mouvement de libération contre l'agression soviéto-éthiopienne, et sur les perspectives d'unification des deux fronts de libération. Auparavant, J.L. Peninou, journaliste de Libération, qui a séjourné à plusieurs reprises dans les zones libérées de l'Erythrée, avait décrit l'ampleur de l'agression.

Le rouleau compresseur de l'offensive soviéto-éthiopienne étant allé au bout de ses possibilités, l'initiative commence à revenir à la guérilla : « Les fronts ont perdu peu de forces militaires... Il n'y a pas eu de villes prises après le combat : elles ont été évacuées dans l'ordre ». Autres facteurs favorables : le désengagement, annoncé par le mouvement de libération, des forces cubaines et yéménites ; l'échec des négociations directes entre le président soudanais Nimeiri et Mengistu, le dictateur éthiopien, qui exigeait que le Soudan ferme sa frontière. Face à l'offensive déclenchée depuis novembre par les troupes soviéto-éthiopiennes, l'armée populaire du FPLE a donc opposé une très grande résistance et remporté ses premières victoires dont Nafi Kurdi a fait le bilan. « L'armée populaire du FPLE a infligé des pertes cuisantes aux

forces d'agression : 17 000 soldats éthiopiens tués, et une grande quantité de matériel lourd saisi, notamment des chars. Face à la résistance et à l'ingéniosité de notre armée populaire, l'état-major soviétique a élaboré en ce début d'année un plan visant à démanteler nos bases du Sahel pour faire céder le FPLE. Fin janvier, près de 10 000 soldats éthiopiens appartenant aux troupes d'élite ont débarqué dans le Sahel pour occuper nos voies de ravitaillement. Cette opération s'est accompagnée de bombardements, effectués par des bombardiers géants qui larguent des bombes de 300 kgs ». Le représentant du FPLE cite un premier bilan des combats dans le Sahel en janvier et février : « 4 300 soldats éthiopiens tués et 550 blessés, 1 330 Kalachnikov récupérés avec 170 000 balles, 35 mortiers de 72 mm avec 360 obus, 33

Au cours du meeting de soutien mercredi

NOUVELLES DES VICTOIRES DU PEUPLE ERYTHREEN



Blindé soviétique capturé par le FPLE.

armes antitanks avec 150 obus, 36 camions détruits et 7 saisis, 44 camps militaires liquidés sur la route qui va du Sahel à Asmara, la capitale de l'Erythrée.

LA GUERRE TOTALE DES RUSSES

Mais cette situation militaire favorable n'empêche pas que la situation du

peuple érythréen, des réfugiés en Erythrée même et au Soudan, soit catastrophique. En effet, alors que l'armée éthiopienne adoptait une tactique de guerre classique avec infanterie et chars, les Soviétiques, depuis qu'ils ont la direction des combats, pratiquent la guerre totale à la manière des Américains en Indochine : bom-

bardements et pilonnage systématique avant toute progression des troupes terrestres. C'est ainsi que 176 villages ont été rasés et que des centaines de milliers d'Erythréens se trouvent sans abri et sans ressources. C'est pourquoi, comme cela a été rappelé au cours du meeting, une aide humanitaire est plus que jamais urgente.

La brutalité de l'agression et les moyens énormes qu'elle met en œuvre ont mis en évidence plus que jamais la nécessité de l'unification entre les deux fronts du mouvement de libération érythréen, le FPLE et le FLE. Après plusieurs accords passés ces dernières années et qui n'avaient pu aboutir à une concrétisation, l'accord passé le 21 janvier entre le FPLE et le FLE permet d'entrevoir des perspectives très favorables d'unité. Nafi Kurdi a évoqué cet accord en ces termes : « Désormais un commande-

ment suprême commun est institué. Il dirigera de l'intérieur les actions politiques, diplomatiques et militaires des deux fronts qui garderont chacun leur autonomie. Un organe commun appelé Unité sera publié et des séminaires organisés en commun ».

La réalité de cette marche à l'unité était attestée après l'intervention du représentant du FPLE, par un message du représentant du FLE qui fut lu à la tribune. Le FLE saluait le meeting qui, en soutenant le FPLE, apportait un soutien à l'ensemble du mouvement de libération érythréen. Le FLE s'est associé à la dénonciation de la politique barbare de génocide des agresseurs du peuple érythréen. Il s'est associé à l'appel du FPLE en direction des forces progressistes et démocratiques pour soutenir le droit à l'indépendance du peuple érythréen.

J.P. CHAMPAGNY

L'évolution du Vietnam

La victoire d'une ligne révisionniste (suite)

Le quatrième congrès du parti communiste vietnamien, en décembre 1976, a sanctionné une nouvelle étape de la lutte entre deux lignes au sein de ce parti, marquée par la consolidation des positions révisionnistes. L'apparente continuité qui s'exprimait à travers l'appréciation portée sur la situation internationale, faisait en fait la part belle au rôle de l'Union soviétique à l'heure où celle-ci affirmait de plus en plus nettement ses ambitions mondiales et son agressivité contre les peuples. La reprise, telle quelle, d'analyses qui avaient été

La caution apportée au social-impérialisme en 1976, n'a pas trait seulement à son rôle dans le monde, elle réside aussi dans la référence faite au modèle soviétique du développement. Il est significatif qu'à l'heure où l'URSS confirmait de manière spectaculaire, tant par sa politique extérieure que par l'oppression croissante des masses à l'intérieur, qu'elle avait acquis tous les traits caractéristiques d'un impérialisme, le quatrième congrès du parti communiste vietnamien ait adopté un rapport qui souligne notamment : « L'Union soviétique intensifie actuellement l'édification de la base matérielle du communisme », continuité là encore d'une affirmation qui n'avait cessé d'être répétée par le parti vietnamien depuis les années 60.

LA SOI-DISANT «COOPÉRATION SOCIALISTE»

La référence ainsi proclamée au modèle soviétique va d'ailleurs de pair avec l'affirmation renouvelée d'une «nécessaire division du travail entre pays frères». «La coopération économique, déclare devant le quatrième congrès, Nguyen Duy Trinh, ministre des Affaires étrangères du Vietnam, est devenue un aspect très important des rapports entre notre pays et les pays socialistes. Nous devons élargir nos rapports économiques, participer progressivement à la coopération et à la division du travail entre les pays frères, créer des conditions

nous permettant d'édifier notre pays avec nos propres forces et de contribuer au renforcement du système socialiste ».

L'entrée du Vietnam dans le COMECON en juillet 1978 est venue préciser de façon inquiétante la conception présidant à cette «coopération» et cette «division du travail» puisqu'il s'agit de l'entrée dans un «marché commun» soumis à l'URSS et à ses intérêts, marché qui a déjà fait ses «preuves» contre les pays Est-européens. Une telle conception va à l'encontre de l'affirmation proclamée dans le même Congrès et selon laquelle il fallait «édifier un Vietnam indépendant avec ses propres forces».

CONVERGENCE DANS LA MILITARISATION

Le modèle soviétique c'est aussi celui d'une puissance engagée dans la militarisation à outrance. C'est en effet une caractéristique du social-impérialisme soviétique que de miser largement sur le déploiement d'un gigantesque appareil militaire, d'orienter tous les efforts de la production et l'avancée technologique vers le domaine militaire, en vue de réaliser ses ambitions, ceci en sacrifiant notablement la production des biens de consommation nécessaires aux masses. Ceci fondait une convergence possible avec la politique des dirigeants vietnamiens dès lors qu'ils s'engageaient dans des choix conduisant à un expansionnisme vietnamien. Alors que l'économie

formulées par le parti vietnamien, dans les années 1960, dans un contexte tout à fait différent, marqué alors par l'existence d'une seule superpuissance : les Etats-Unis, constituait une caution apportée à la politique du social-impérialisme. Les points de vue qui sous-tendent cette position sont antérieurs au Congrès de 1976, ils sont constitutifs d'une ligne révisionniste dont l'une des manifestations perceptibles fut sans doute le soutien très net accordé à l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie.

vietnamienne était confrontée, au sortir d'une guerre de trente ans, à d'énormes difficultés, les autorités vietnamiennes ont imposé une tension extraordinaire des forces vives du pays pour développer le potentiel militaire. Au lendemain de la libération de Saïgon, elles se trouvaient en effet en possession d'un énorme arsenal combinant les prises faites aux Américains et l'aide reçue au fur et à mesure de la guerre de libération, un arsenal qui faisait du Vietnam une des plus grandes puissances militaires du monde, avec une des aviations de guerre les plus modernes, qui a largement servi depuis contre le Kampuchéa. Fortes de cette puissance, les autorités vietnamiennes ont affirmé leur prétention à l'hégémonie dans le Sud-Est asiatique. Si les dirigeants vietnamiens estimaient avoir désormais les moyens d'une telle politique, il reste que celle-ci n'a pu prendre corps là aussi que sur la base d'un certain héritage, notamment des traits chauvins qui semblent s'être manifestés au sein de la politique du Parti du Travail du Vietnam, en plusieurs occasions, au cours même de la guerre de libération des peuples indochinois.

L'HÉRITAGE DU PASSÉ

Il paraît établi par exemple que le projet de «fédération indochinoise» englobant les trois pays d'Indochine sous l'autorité du Vietnam ne date pas d'hier et

que la tendance par exemple à ne voir dans la lutte cambodgienne qu'une simple annexe de la lutte vietnamienne, ait été présente de longue date dans le parti communiste vietnamien. Le processus même de la colonisation française, s'appuyant sur des Vietnamiens pour coloniser le Laos et le Cambodge, a pu d'ailleurs servir historiquement de point d'appui au développement d'une telle tendance.

Les propos de Hoang Tung, rédacteur en chef du *Nhan Dan*, quotidien du Comité central du parti communiste vietnamien, sont d'ailleurs assez significatifs à cet égard. Celui-ci ne déclarait-il pas début septembre à propos de la guerre contre le Cambodge : «De nombreuses divisions vietnamiennes se trouvaient à cette époque (en 1970-1972), au Cambodge, alors que les forces cambodgiennes étaient limitées. Si nous étions intervenus, la situation aurait évolué différemment. Peut-être payons-nous aujourd'hui cette erreur ».

La tournure qu'ont pris ensuite les événements, les dirigeants vietnamiens passant de la multiplication des pressions dès 1976 pour obtenir du Cambodge des relations «spéciales» — équivalentes à une annexion — à l'agression ouverte et l'invasion de ce pays, ne s'explique que par la conjugaison de divers facteurs. S'y retrouvent l'évolution interne au Vietnam et le contexte international nouveau, marqué par le développement de l'offensive de l'URSS avec laquelle les diri-

geants vietnamiens avaient développé de longue date des liens importants.

L'ABOUTISSEMENT D'UN PROCESSUS

La réalisation du quadrillage du Vietnam par des «comités pour le service militaire obligatoire», en 1978, tandis que le gouvernement de Hanoï affirmait que le «renforcement des capacités de combat» serait «la tâche principale pour les deux années à venir», est l'aboutissement du processus développé au lendemain de la libération de Saïgon, en avril 1975. A cette date, une fois l'impérialisme américain battu et contraint de se retirer de toute l'Indochine, qui menaçait sérieusement et directement le Vietnam ? A la vérité, l'effort militaire ainsi entrepris par les dirigeants de Hanoï leur a permis rapidement d'intervenir sur plusieurs fronts à la fois. Ils ont pu ainsi maintenir au Laos une armée de plusieurs dizaines de milliers d'hommes qui, sous prétexte de faire face à des incursions de commandos de la droite laotienne, opérant à partir de la Thaïlande, a servi d'instrument au renforcement de l'intervention vietnamienne dans la gestion des affaires de ce pays.

Dans le même temps, les dirigeants de Hanoï ont pu lancer contre le Cambodge souverain 150 000 hommes, équipés d'un matériel considérable, bénéficiant dans le cadre du traité Vietnam-URSS de novembre, du dernier cri de la technique militaire soviétique. Ils ont pu aussi simultanément masser plusieurs divisions à la frontière avec la Chine, multipliant contre celle-ci les provocations armées.

Jean-Paul GAY

Dans notre prochaine édition, la suite.

A LIVRES OUVERTS

L'information traitée et maltraitée...

Le Monde radiographié

de documentation découpent *Le Monde*, transformant ses articles en éléments de référence. Et il n'est guère de responsables politiques qui ne lisent le quotidien de la rue des Italiens.

Puissance donc. A tel point qu'il existe une sorte de crainte à écrire sur *Le Monde*, comme pour éviter les foudres vengeresses du plus grand journal français. En l'occurrence, le silence est inspiré plus par la peur que par le respect. Pendant des années, il n'a guère existé qu'un seul ouvrage traitant du *Monde*, sous un jour favorable : «*Le Monde et ses lecteurs sous la quatrième république*» d'Abel Chatelain, paru en 1962.

Depuis quelque temps, le mur du silence a commencé à se rompre : avec le pamphlet de Michel Legris paru en 1976, «*Le Monde tel qu'il est*», avec aussi le livre de Philippe Simonnot, un journaliste licencié par Fauvet, «*Le Monde et le pouvoir*» (les presses d'aujourd'hui, 1977).

Enfin, deux livres paraissent en ce début d'année 1979, deux livres complémentaires qui fournissent d'importants éléments d'étude et d'appréciation : une analyse du contenu du *Monde* (1), et une histoire très fouillée du journal (2).

A partir de ces différents éléments, plusieurs constatations s'imposent. *Le Monde* n'est pas un journal comme les autres. Par sa qualité, par l'incomparable masse d'informations qu'il apporte chaque jour à ses lecteurs, certes, mais aussi par la fonction que lui a donnée d'entrée de jeu la bourgeoisie.

PATRONNÉ PAR DE GAULLE

Dès son arrivée à Paris en 1944, De Gaulle souhaite la parution d'un journal «*solide, sérieux et fiable*», qui remplace *Le Temps* d'avant guerre, sombré dans la collaboration, et qui surtout fasse pièce aux feuilles issues de la Résistance. C'est le cabinet particulier de De Gaulle qui choisira l'équipe de direction du nouveau journal, et surtout son directeur, Hubert Beuve-Méry, qui marquera si profondément *Le Monde*. Dès le départ, les dés sont pipés : *Le Monde* s'installe dans les locaux du *Temps*, adopte la même typographie, bénéficie de son prestige au sein de la bourgeoisie. *Le Monde* va finalement garder les grands traits de la pensée de son fondateur : Beuve-Méry a fait partie de ce qu'on a appelé «*l'école d'Uriage*», en référence à ce regroupement d'intellectuels des années 40, qui choisiront la Résistance après avoir flirté avec le pétainisme, tout en gardant trois idées bien arrêtées : l'hostilité à toute dictature, un anticommunisme bien ancré, et un immense mépris des masses.

Né de la volonté de la bourgeoisie, *Le Monde* en garde les traits. Certes, il est «*de gauche*». La droite la plus réactionnaire l'attaque fréquemment, et les relations avec le pouvoir ne sont pas des relations d'inféodation. *Le Monde* se fait rue des Italiens, et pas à l'Elysée ou à Matignon.

Il n'en reste pas moins qu'à tous les grands tournants de notre histoire récente, *Le Monde* a choisi son camp. S'il dénonce les tortures de l'armée française en Algérie, il n'en adopte pas moins une position fort nuancée sur la question, et très hostile au FLN algérien. S'il se déclare contre le pouvoir personnel, il n'en approuve pas moins l'arrivée de De Gaulle en 1958. S'il publie de larges informations sur le mouvement de mai 68, il n'en publie pas moins le 12 juin un éditorial fustigeant l'irresponsabilité d'un mouvement «*qui n'a d'autre but que de casser la baraque*». Et il appelle les étudiants à rentrer dans le rang. Le 12 juin, c'est le jour où la colère ouvrière s'exprime avec une exceptionnelle vigueur à Sochaux. Toujours le mépris des masses...

L'ESPRIT MAISON

Les orientations politiques du *Monde*, car c'est bien cela dont il s'agit, ne se font pas sans lutte. L'esprit maison, celui de Beuve-Méry, Fauvet et des chefs de rubrique, ne s'acquiert pas rapidement, et il existe des journalistes,

surtout des jeunes, qui ruent dans les brancards. Le livre de Jeanneney et Julliard donne quelques exemples de «*reprises en main*» dans la dernière période.

Au mois de mai 1975, Patrice de Beer publiait plusieurs articles sur le Cambodge libéré, où il prenait le contre-pied des informations transmises par les agences de presse, américaines notamment. Son témoignage, favorable au Kampuchéa démocratique, a suscité bien des réactions hostiles dans la presse de droite (polémique avec *l'Aurore*) mais aussi à la direction du *Monde*. Après un long silence, *Le Monde* publie en février 1976 deux articles, violemment hostiles au régime, faits par un collaborateur extérieur ; et le ton est donné pour les mois et années à venir.

Autre exemple, celui de la Chine. Pendant un temps, les articles publiés dans *le Monde* présentaient une vision positive de la réalité chinoise. Celle-ci était pour une part le fait de la présence du correspondant du *Monde* à Pékin, Alain Bouc, mais pas seulement. D'autres journalistes ont signé des articles tout aussi favorables. Pourtant, la direction du *Monde* considère que les informations en provenance de Pékin étaient déformées par les options «*maoïstes*» de Bouc. Comment corriger ? En envoyant sciemment un correspondant qui, au départ, était hostile au régime chinois : c'est Alain Jacob, qui travaille au *Monde* depuis 20 ans, et qui, lui, a l'esprit maison.

D'autres exemples pourraient être cités, sur les luttes

A noter

HOUA KOUO-FENG SUCCESEUR DE MAO TSE-TOUNG SOUVENIRS BIOGRAPHIQUES (1937 - 1975) petite bibliothèque chinoise éditions du Centenaire «*Une vie, un personnage, un idéal intimement mêlés aux grands événements de la Révolution chinoise.*»

sociales en particulier. L'analyse du contenu du *Monde* met aussi en lumière l'importance des titres et des «*chapeaux*». Ceux-ci sont la plupart du temps le fait des bureaux de la rue des Italiens, et n'hésitent pas à contredire le contenu de l'article. Les semaines récentes fourmillent d'exemples probants à ce sujet.

Puissante institution, *Le Monde* n'a longtemps été connu qu'au travers du produit diffusé chaque jour. En permettant de pénétrer, un peu, dans ses coulisses, les ouvrages récents ont le mérite de faire découvrir une réalité qui n'est pas à l'image de l'objectivité dont se réclame le plus grand quotidien français. Et *Le Monde* n'en sort pas grandi.

Nicolas DUVALLOIS

(1) *Le Monde et le pouvoir* par Philippe Simonnot Editions Presses d'aujourd'hui

(2) *Le Monde de Beuve-Méry* Par Jean-Noël Jeanneney et Jacques Julliard Editions Le Seuil 376 pages

L'événement de Moro : quelles frontières pour le terrorisme ?

Le titre du livre de Robert Solé, correspondant du *Monde* à Rome, est prétentieux : «*Le défilé terroriste, leçons italiennes à l'usage de l'Europe*». Mais cela ne doit pas décourager : quand un journaliste met en exploitation ses dossiers, nécessairement plus étoffés que ce qu'il peut livrer au jour le jour dans ses articles, on est certain d'apprendre de nombreuses choses. De fait, de nombreuses données s'y trouvent, notamment un dossier assez complet sur l'affaire Moro composé d'une chronologie complète et de la quasi-intégralité des lettres de Moro et des communiqués des Brigades rouges relatifs à l'affaire.

Mais lorsqu'on a refermé le livre on a ce même irrépressible sentiment d'insatisfaction que l'on a souvent à la lecture du *Monde* : beaucoup de choses sont vues, peu sont connues ; les faits paraissent arrangés non en fonction de leur place dans la réalité, mais en fonction d'une logique toute rédactionnelle ou, le plus souvent, d'une conception *a priori* que l'on est peu soucieux de vérifier.

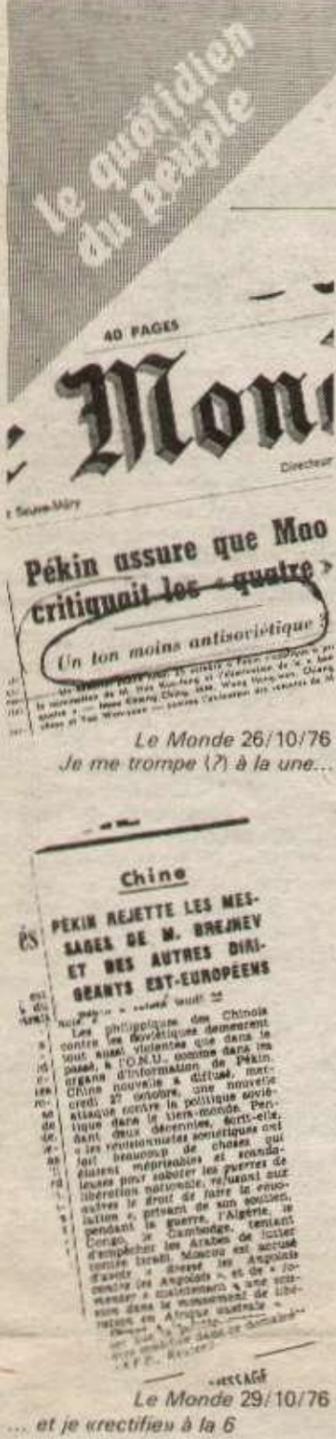
Plus grave, le rôle du terrorisme est vu de façon très superficielle : qu'il occulte la vie politique réelle dans les masses est complètement ignoré. La réaction même des masses a été très superficiellement vue : dans sa hâte d'assimiler aux Brigades Rouges l'extrême gauche et la révolte des ouvriers, des chômeurs, des jeunes, il a laissé de côté dans son analyse l'impact du mot d'ordre «*ni l'Etat ni les BR*». Et pourtant il n'y eut

pas de manifestation plus éclatante du fait que les B.R., loin de représenter les aspirations les plus radicales des masses, leur étaient devenues étrangères.

Mais le plus inquiétant, ce sont les leçons. D'abord par le contenu donné au mot terrorisme, qui, en dehors de l'Allemagne, trouve référence pour Solé dans la révolution de 1905 en Russie ou la lutte armée en Palestine. Pour Solé, action révolutionnaire et terrorisme constituent une seule et même chose qu'il convient de traiter avec la même méthode, exposée dans le dernier chapitre et qui laisse perplexe : il faut rendre le terrorisme illégitime en le réprimant avec fermeté d'une part, en lui ôtant toute motivation d'autre part ; notamment en réglant le problème du chômage, l'une des racines du terrorisme italien selon Solé.

La leçon, pour être courte n'en est pas moins révélatrice d'un état d'esprit proche de celui de Peyrefitte. Dans les faits, entre les mains du gouvernement français, allemand ou italien, l'engagement à résoudre les problèmes sociaux qui motivent le terrorisme (au sens très élargi donné à ce mot), ne sont que l'alibi d'un raffinement de la répression, non pas contre des minorités terroristes, mais contre les masses.

Grégoire CARRAT LE DEFI TERRORISTE de Robert Solé Editions Le Seuil



Vient de paraître

LES DROITS DE L'HOMME par David Owen aux éditions Laffont

Ministre des Affaires étrangères britanniques depuis février 1977, travailliste, David Owen tente de montrer dans son livre que c'est en faisant d'abord triompher chez elles les droits de l'homme, que les démocraties occidentales auront par la force de l'exemple, les meilleures chances de les faire respecter ailleurs.

DIEU EST UN ENFANT roman d'André Stil de l'Académie Goncourt éditions Grasset

Le monde de l'enfance, ici celle d'un fils de mineur, dans la France des années 30.

LE CERES PAR LUI-MÊME préface de Michel Charzat, postface de J.P. Chevènement éditions Bourgeois

Mardi dernier à la télévision, une soirée sur Garcia Lorca LE CRIME EUT LIEU A GRENADE

Il est mort comme un chien sans procès sans rien.

Un soir les fascistes l'ont emmené. Personne ne savait où il était. Un peu après, on a appris par la presse qu'il avait été assassiné. Fusillé. C'était le 19 août 1936, quelque part au bord d'un ravin, sur la route de Viznar, près de Grenade. Federico Garcia Lorca, son nom s'ajoute à la liste immense des 15 000 fusillés de Grenade.

Mardi sur Antenne 2, la soirée était consacrée au meurtre de Garcia Lorca, dans une dramatique de la télévision italienne. Cette émission remplaçait le dernier épisode de Holocauste, reporté à cause de la grève.

«Je serai toujours du côté de ceux qui n'ont rien et à qui on refuse jusqu'à la tranquillité de ce rien. Nous autres — je fais allusion aux intellectuels élevés dans ce qu'on peut appeler la bourgeoisie aisée — nous sommes appelés au sacrifice. Acceptons-le». Ainsi se situait Garcia Lorca, poète, dramaturge, artiste ; c'est ce choix serein, lucide, qui a guidé sa vie, son œuvre magistrale. Les 15 000 fusillés de Grenade étaient des gens du peuple, communistes, anarchistes, syndicalistes, ou intellectuels libéraux ; Lorca avait un point commun avec eux : il était lui aussi de l'autre côté de la barrière ; cela lui a coûté la vie, c'était clairement souligné dans la pièce. Lorca n'avait jamais adhéré à un parti, il comptait même parmi les phalangistes quelques amis, car, disait-il, il ne croyait pas à la frontière politique. D'ailleurs, c'est chez les Rosaes, une famille de purs phalangistes, qu'il s'était réfugié et caché, lorsque les troupes fascistes de Franco, victorieuses en Andalousie, dès les premiers jours de la guerre, commencèrent à épurer les villes du Sud.

Mais la caution politique de ses hôtes ne servit à rien. L'assassinat de Lorca avait été déci-

dé en haut lieu, car Lorca s'était résolument mis au service du peuple. A l'avènement de la République en 1931, il avait accepté d'animer, dans le cadre des Missions Pédagogiques, une troupe de théâtre composée d'étudiants bénévoles, qui de village en village parcourait l'Espagne avec dans son répertoire, les grands classiques espagnols que, disait-il, «nous tirons du fond des bibliothèques, nous arrachons aux érudits, nous rendons à la lumière du soleil et au plein air des villages».

Il s'était donné à fond à cette entreprise, exigeant des acteurs, des décorateurs, le meilleur d'eux-mêmes, parce que pour lui, «le théâtre est un des instruments les plus expressifs, les plus utiles à l'édification d'un pays ; le baromètre qui enregistre sa grandeur ou son déclin ; un théâtre sensible et bien orienté à tous les niveaux, de la tragédie au vaudeville, peut transformer en quelques années la sensibilité du peuple». C'est de ce contact avec les masses, que se nourrit sa poésie. «Je m'intéresse davantage aux gens qui habitent le paysage qu'au paysage lui-même. Je peux res-

ter un quart d'heure à contempler une montagne. Mais aussitôt après, je cours parler au bûcheron de cette montagne. Après quoi, quand on écrit, on se souvient de ces dialogues et l'expression populaire authentique resurgit. J'ai de grandes archives dans mes souvenirs d'enfance : c'est d'avoir entendu parler les gens. Voilà la mémoire poétique et je m'y rapporte».

C'est lui-même cependant qui, dans une grande générosité et une grande lucidité d'esprit, soulignera la contradiction qu'il ressent et qu'il a essayé de résoudre : «Deux hommes se promènent au bord d'une rivière. L'un est riche, l'autre est pauvre. L'un a le ventre plein, l'autre bâille à se décrocher la mâchoire. Et le riche dit : «Oh, quel beau bateau sur l'eau ! Regardez, regardez, cet iris qui fleurit sur la berge». Et le pauvre répond : «J'ai faim, je ne vois rien. J'ai faim, très faim». C'est normal. Le jour où la faim disparaîtra il se produira dans le monde, l'explosion spirituelle la plus grande que l'Humanité ait jamais connue. On ne peut se figurer la joie qui éclatera le jour de la grande Révolution».

Michèle ROUX



Photo prise lors d'une représentation de la troupe de Lorca

Dans notre courrier

HOLOCAUSTE : UN LECTEUR ECOEURE PAR LE FILM

J'ai voulu regarder les deux premières parties de cette série, et je regarderai probablement les deux autres. Je suis écoeuré. Pas tant par les images du film. Car ce n'est pas de l'écoeurément qu'elles suscitent, mais bien de la révolte et la volonté de dénoncer ces crimes et de lutter pour ne plus jamais connaître ça. J'ai visité les camps d'Auschwitz-Birkenau (actuellement en Pologne) : 4 millions de personnes assassinées, le sol encore blanchi par la poudre d'os sortie des fours crématoires, une désolation et des restes de baraques à perte de vue ; j'ai visité le camp de Buchenwald (en R.D.A.), j'ai écouté le témoignage d'un ami français déporté à Dachau, qui est mort récemment, très marqué

par sa déportation ; tout cela était autrement plus bouleversant que les images trop souvent fades d'Holocauste.

Bien sûr, le film explique la haine des nazis pour les juifs, les déportations et exécutions massives, la collaboration parfois de certains juifs. Mais au lieu de nous montrer des films-documents, qui ne manquent pas parmi les archives, on nous propose une histoire romancée, forte mais pas trop choquante, et c'est de là que vient une partie de mon écoeurément.

Mais cela vient aussi du parti pris des auteurs : franchement sioniste (les seuls conséquents dans la lutte antinazie sont les sionistes), anticommuniste (quand on parle des communistes, c'est pour les ridiculiser) ; il

n'y en a que pour les juifs ; c'est vrai qu'ils furent les principales victimes, mais on ne peut taire pour autant les massacres des résistants, des communistes, des tziganes par exemple.

Ecoeurément aussi devant l'hypocrisie de nos radios, feignant de tout savoir et de l'apprendre aux jeunes, qui alors, devant la franchise des adultes, se poseraient des questions. Ces questions ne révèlent-elles pas justement un manque d'informations ? Peut-on à la fois dévoiler sincèrement la réalité, et protéger les criminels nazis, comme le fameux Peiper à Traves, à côté de Vesoul, ou s'acoquiner avec les anciens nazis du gouvernement de Schmidt sous prétexte qu'ils n'avaient soi-disant pas le choix ?

Ecoeurément encore quand on tente d'expliquer par des arguments métaphysiques, philosophiques ou je ne sais quoi, le nazisme et l'hitlérisme. Dans le film, c'est plus simple : pas d'explication, on ne se pose même pas la question. C'est plus pratique et moins compromettant.

Tout le battage autour d'Holocauste me paraissait louche, je ne m'étais pas trompé : si sa projection permet de soulever le problème, et dans une certaine mesure, de dénoncer les crimes nazis — et c'est positif — le film vante le sionisme et est l'occasion d'une propagande pour notre démocratie bourgeoise, ce qui lui permet de se donner bonne conscience.

B.N. VESOUL



en lutte

Nouvelle assemblée ce jeudi pour les grévistes de la SFP. Cette fois, elle se faisait dans les studios de Bry-sur-Marne, et les travailleurs de la SFP perturbaient quelque peu la circulation sur l'autoroute de l'Est en s'y rendant à grands renforts de klaxons et au ralenti. L'intersyndicale semblait tenir compte des critiques qui avaient fusé la veille, et après quelques observations de grévistes, notamment l'un d'entre eux qui exprimait sa crainte «de voir l'intersyndicale partir sur un terrain» qui n'est pas celui des grévistes, la grève était revotée massivement, avec promesse d'actions. On y apprenait que GIRATEV (comptabilité du groupe) était reparti en grève.

Nous publions ci-dessous le début d'une table ronde avec des grévistes de la SFP qui se sont rendus à Longwy pour les rencontrer et tourner un film avec les sidérurgistes en lutte.

François, décorateur-ensemblier, délégué CGT.

Monique, chef-monteuse film, militante CGT.

Michel, chef monteur magnétoscope, syndiqué CFDT.

— Vous êtes en grève depuis quatre semaines, vous avez pris une initiative, celle d'aller à Longwy. Comment l'avez-vous prise, dans quel esprit ?

— François : Dès le début de notre grève, compte tenu du climat social, nous avons immédiatement pensé aux autres travailleurs en lutte. Tout à fait naturellement, nous avons pensé plus particulièrement aux travailleurs de Longwy et à la sidérurgie en général, puisque dès le départ nous avons pu faire la comparaison au niveau du démantèlement de l'outil. Il y a eu également un autre souci, au-delà de Longwy, c'est que dans la forme de lutte que nous entendions dès le départ développer, il s'agissait de rompre complètement l'isolement dans lequel nous étions depuis trop longtemps, et arriver à utiliser toutes les formes d'action qui pourraient privilégier et concrétiser la convergence des luttes, avec tout ce que ça comporte comme intérêt au niveau de la réussite...

Pour Longwy, ça a été tout de suite un rapport privilégié, parce que nous nous y sommes rendus très vite, et les événements ont permis que nous soyons sur les lieux. Les sidérurgistes font énormément d'actions en ce moment, ça nous motivait d'autant plus. Dès le premier contact, nous avons pu concrétiser réellement nos convergences, tout ce qui nous relie, au travers d'une discussion, où nous avons pu déterminer quatre points précis au niveau de cette convergence.

— Quels sont ces quatre points ?...

— D'abord le point essentiel, c'est au niveau des licenciements, qui sont motivés sur les mêmes thèmes : on demande aux travailleurs de la radio-télévision plus de compétitivité, plus de productivité, plus de rentabilité, dans les mêmes termes qu'on les demande aux sidérurgistes. Egalement, la raison essentielle de ces licenciements c'est une restructuration d'ordre politique de tout l'outil radio-télévision, au même titre que la sidérurgie. Eux, c'est le plan Davignon, qui a été déterminé en avril 1978 à Bruxelles ; nous ce sont toutes les conséquences du démantèlement et de la loi du 7 août 1974 qui se concrétisent plus particulièrement aujourd'hui par l'attaque

que connaît tout le groupe ORTF ; particulièrement la SFP dans un premier temps avec les 778 licenciements.

Le deuxième point de convergence, c'est au niveau des besoins en matière de production sidérurgique, et en matière de télévision et de produits culturels. En sidérurgie, non seulement les besoins ne motivent pas, et pour cause, les licenciements dans le cadre du plan Davignon, et au même titre les besoins, en ce qui concerne la télévision, ne motivent absolument pas ces licenciements. Quand on sait qu'il y aura pour 1979, plus 20 % de production, que la redevance a considérablement augmenté les revenus de la radio-télévision, que d'autre part en ce qui concerne toujours ces fameux besoins en matière de culture, il faut, aux dires même du ministre, les développer... C'est la contradiction totale ! Ce qui nous amène à dire, les sidérurgistes et nous, que c'est en fait une restructuration d'ordre politique qui n'a rien à voir avec des données économiques. Et pour cause, parce qu'en ce qui concerne la radio-télévision, le phénomène numéro 1, c'est qu'on a créé, particulièrement à la SFP depuis quatre ans, une gestion complètement inappropriée qui nous a amenés à la situation de déficit, totalement artificiel, savamment voulu et orchestré depuis quatre ans ; seul argument que le gouvernement a dans sa poche pour expliquer la nécessité de ces licenciements.

Le troisième point, c'est le problème des importations. Au niveau de la télévision nous souffrons d'une importation, caractérisée en particulier par l'augmentation sans cesse accrue des feuilletons de très basse qualité, d'origine américaine, avec toute l'idéologie que ça véhicule.

Le quatrième point, les investissements, surtout leur gaspillage. Il a fallu 1 200 millions depuis 1966 à la sidérurgie pour arriver à la situation actuelle : 40 000 suppressions d'emplois. Si la restructuration avait été menée correctement, et les investissements faits pour développer la production ça aurait coûté la moitié moins, et ça aurait permis de développer l'emploi. Au niveau de la télévision la situation est identique, puisque toutes les orientations d'investissement qui sont prises depuis 1974, nous les avons dénoncées. Nous savions qu'elles étaient faites pour privilégier les productions privées, et dès cette époque nous avions crié «Haro !». C'est plus difficile à chiffrer en ce qui concerne le secteur radio-télévision, mais c'est une situation identique. (à suivre)

Chirac, Mitterrand et Marchais d'accord, mais... LA CONVOCATION DE L'ASSEMBLÉE NE SERVIRA STRICTEMENT A RIEN

SOMMAIRE

NOS RUBRIQUES

P. 2
Revue des revues

P. 5
«Contraires au sein du peuple». Aujourd'hui : les révolutions naires et l'Europe (suite)

P. 8 et 9
Dossier : «Au rythme du travail posté : la vie éclatée».

P. 14
A livres ouverts

P. 15
Télévision

DANS CE NUMÉRO

P. 7
La lutte dans les centres de tri.

P. 10
Le livre hors la loi

P. 12
3 mois avec les combattants du Zimbabwe, premier reportage dans les zones libérées.

A l'exception de l'UDF, tous les partis représentés à l'Assemblée nationale sont maintenant d'accord pour demander une session extraordinaire dans les plus brefs délais. Jusqu'ici, seule la gauche demandait, en ordre dispersé, la convocation de l'Assemblée. La déclaration faite par Chirac mercredi soir éclaircit les choses : PS + PCF + RPR, cela fait un nombre de députés suffisant pour exiger une session extraordinaire.

Il y a là une manœuvre politique évidente. Si le PCF demande la convocation en session extraordinaire de l'Assemblée nationale, c'est pour aborder le problème de la sidérurgie sur un terrain où il est beaucoup plus à l'aise que sur celui des luttes. Si le RPR demande la même chose, c'est pour franchir une nouvelle étape dans sa querelle avec Giscard. Quant au PS, sa demande correspond à une volonté de ne pas se laisser déborder dans le rôle qu'il s'attribue de premier parti d'opposition. Enfin, tous les trois ont en commun une grande démagogie : il leur fallait trouver une réponse politicienne aux luttes qui se développent actuellement. De ce point de vue, l'Assemblée nationale est un lieu merveilleux

pour se faire valoir sans rien faire de concret.

L'ASSEMBLÉE SE REUNIRA-T-ELLE ?

Ils font beaucoup de bruit, mais que va-t-il se passer, concrètement ? D'abord, à l'heure où nous écrivons ces lignes, il n'est même pas sûr que l'Assemblée se réunisse. Pour trois raisons :

1) Il faut, pour que la demande de convocation aboutisse sur le bureau du président de l'Assemblée, qu'elle soit signée par la moitié des députés plus un (soit 246 signatures). Il faudra plusieurs jours, dans le meilleur des cas, pour réunir ces signatures. 2) Il faut que le texte, non seulement demande la convocation anticipée, mais précise quels points

seraient inscrits à l'ordre du jour. La gauche voudrait parler essentiellement de la sidérurgie et du plan de restructuration gouvernemental. Le RPR propose quant à lui deux points : l'examen de la situation actuelle de l'emploi, et «les conditions de l'information publique». Un compromis peut être trouvé, encore faudra-t-il du temps.

3) Une fois les signatures réunies sur un texte commun, la convocation n'est pas automatique pour autant. C'est le président de la République qui prend le décret de convocation, et il peut très bien refuser de le faire. Il y a sur ce sujet un précédent historique. En mars 1960, De Gaulle s'était opposé à la convocation extraordinaire de l'Assemblée qui voulait discuter de la situation agricole. Selon De Gaulle, une telle convocation était contraire «au fonctionnement régulier des pouvoirs publics». A l'époque, les gaullistes s'étaient félicités de cette fermeté «face à la pression des partis». Singulier retournement qui voit le prétendu gaulliste Chirac tenter ce que ses

pairs vilipendaient il y a 19 ans ! Encore faut-il ajouter que le Premier ministre de l'époque s'appelait... Debré, aujourd'hui au RPR !

A PART DES DISCOURS...

Si toutes ces conditions sont réunies, l'Assemblée se réunira en session extraordinaire. Reste à savoir quand : compte-tenu des contraintes provoquées par la campagne électorale des cantonales, l'Assemblée ne pourra guère se réunir qu'entre le 12 et le 17 mars, soit deux semaines seulement avant la date normale de réunion de la session de printemps, le 2 avril. On ne savait pas les députés à 15 jours près pour s'attaquer aux grands problèmes !

Enfin, que va faire cette session extraordinaire ? Une chose semble assurée : elle ne censurera pas le gouvernement. De ce point de vue, les voix du RPR sont déterminantes, et Chirac a fait clairement savoir qu'il n'entendait pas renverser Barre et courir le risque de nouvelles élec-

tions qui donneraient une nouvelle chance à la gauche. Au mieux, la session extraordinaire donnera naissance à une ou plusieurs commissions parlementaires d'enquête. Inutile de s'étendre sur son degré d'utilité et d'efficacité quand on sait qu'il existe déjà une commission d'enquête sur la sidérurgie, dont la tâche consiste à «recueillir» l'avis des patrons et des syndicats, sans plus. Sinon, on aura droit à des discours, largement reproduits par la presse. Gageons que la démagogie coulera à flot.

On comprend l'utilité d'une telle session extraordinaire pour les différents partis. Ils prolongeront ainsi leurs querelles, comme ils tenteront de faire croire à leur efficacité. Mais pour les travailleurs, ceux qui luttent aujourd'hui comme ceux qui s'y préparent en regardant du côté de la Lorraine, la convocation de l'Assemblée en session extraordinaire ne servira strictement à rien.

N. DUVALLOIS

Assurances : les grévistes du GAN évacués par les gardes mobiles

Depuis une semaine, les employés du GAN de la rue de Paradis occupaient leurs locaux. Vendredi matin, un peu après 7 heures, les gardes mobiles les ont évacués. Le tribunal des référés avait ordonné l'expulsion deux jours plus tôt. Pour les grévistes, il n'est pas question d'en rester là, au bout d'une semaine d'occupation, et plusieurs semaines de lutte. Leurs revendications demeurent : 2 600 F mini, 35 heures par semaine, des effectifs décentés. Vendredi, grève nationale de 24 heures dans les assurances.

Annulation du meeting de l'Eurodroite à Saint-Etienne

Le parti dit des forces nouvelles avait prévu de tenir le 23 février à Saint-Etienne, un meeting de l'Eurodroite, en compagnie de ses acolytes européens (MSI et Fuerza Nueva). Après la mobilisation antifasciste de Lyon contre la tenue d'un meeting de l'Eurodroite dans cette ville, la volonté était grande chez les travailleurs de Saint-Etienne de ne pas laisser passer cette nouvelle provocation. Mais en l'occurrence, le PCF semblait peu disposé à mobiliser sur cette question, le maire PCF de Saint-Etienne, Sanguedolce, ayant même refusé de prendre sur lui d'interdire le meeting.

C'est finalement la direction du cinéma où devait se tenir le meeting qui a obligé ladite Eurodroite à battre en retraite. Le PFN a tenté d'expliquer que c'était lui qui avait renoncé à tenir le meeting, en raison des conditions de sécurité de la salle. Ce que conteste la direction du cinéma, qui affirme que son refus se base sur des raisons politiques.

Deux militants présumés animateurs de Radio-Transistours ont été gardés à vue de mercredi à jeudi. La police a par ailleurs perquisitionné chez l'un d'entre eux et emporté tout le matériel d'enregistrement qu'elle a pu trouver. Cette

répression qui intervenait à l'occasion de la seconde émission de Radio-Transistours avait été précédée, peu de jours auparavant, par le même type de comportement policier contre Radio-Klaxon à Angers.

Propositions officielle de la Chine au Vietnam, pour des négociations de paix

C'est dans une note remise jeudi par le ministre chinois des Affaires étrangères à l'ambassade du Vietnam à Pékin, que le gouvernement chinois a proposé aux autorités vietnamiennes d'ouvrir «dès que possible des négociations de paix». Ces négociations pourraient se dérouler au niveau des vice-ministres des Affaires étrangères.

Selon l'AFP, dans sa note, le gouvernement chinois regrette que Hanoi n'ait pas répondu aux propositions qu'il lui avait faites dans une déclaration solennelle, le jour du déclenchement de la riposte chinoise.

«Le gouvernement chinois, dit le texte, espère voir un règlement des diffé-

rends entre les deux pays par des négociations pacifiques». Il propose que commencent des «négociations concrètes sur la fin du conflit frontalier et toutes les mesures concrètes qui pourront assurer la paix et la tranquillité le long de la frontière». Il propose aussi de «procéder ensuite au règlement des différends entre les deux pays concernant la frontière». Toujours selon l'AFP, le gouvernement chinois indique qu'il «accueillera favorablement les idées vietnamiennes au sujet du niveau, du lieu et autres questions relatives aux discussions entre les deux côtés».

Alors que selon les observations, les combats

connaîtraient une accalmie sur une grande partie du front, depuis quarante-huit heures, Li Xiannan (Li Hsien-Nien), vice-premier ministre chinois, avait déclaré jeudi matin, aux journalistes, à Pékin : «Notre but est de faire comprendre aux dirigeants de Hanoi que leur provocation armée ne leur rapportera rien de bon. Notre intervention a aussi pour objectif de maintenir la sécurité le long de la frontière. Nous nous retirerons lorsque nous estimerons avoir atteint ce que nous cherchons». A la question : «L'opération chinoise est-elle une voie d'achèvement ?», le vice-premier ministre avait répondu : «Nous nous en approchons».

Sidérurgie : Nouvelles actions «coup de poing» en Lorraine, négociations intersyndicales sur la marche sur Paris

Dans la nuit de jeudi à vendredi, les sidérurgistes de Longwy ont bloqué le trafic SNCF en plusieurs endroits : à Novéant, Remilly, Onville, Audun-le-Roman.

Jeudi, les différentes fédérations syndicales de la sidérurgie devaient se rencontrer à Paris, pour examiner la question de la marche sur Paris. De fait, rien n'a été décidé, pour

plusieurs raisons. Du côté de la CFDT, il n'est pas question de faire une marche interprofessionnelle. Du côté de la CGT, le ton monte. On peut lire dans l'Humanité de ce vendredi : «C'est dans ces conditions que les organisations régionales et départementales CGT des bassins sidérurgiques se sont adressées hier par tract aux travailleurs pour les prendre à témoin de ces attermoi-

ments. Elles ont décidé d'inviter toutes les organisations syndicales du Nord-Pas-de-Calais, de la Lorraine et de la Loire, à une assemblée aujourd'hui à Paris, afin que la date de la marche soit fixée en commun. En tout état de cause, et en raison de l'urgence de la lutte, la date et les modalités de la marche sur Paris seront prises à cette réunion».

Giscard au Mexique

Giscard a reçu un meilleur accueil que Carter récemment en visite au Mexique. Ne suscitant pas la même méfiance que les Etats-Unis, la France pourrait devenir un partenaire privilégié pour le Mexique. Les premières discussions ont surtout porté sur la situation internationale dans laquelle, selon le porte-parole français, «L'ONU pourrait jouer un rôle accru». Jeudi les discussions ont porté sur le «nouvel ordre économique mondial».

Nouvelle démission à France Nouvelle

Alexandre Boviatsis, membre du comité de rédaction de France Nouvelle, vient de donner sa démission. Il entend ainsi protester contre les méthodes «bureaucratiques et autoritaires» qui sévissent dans l'hebdomadaire du PCF. Il y a une semaine, un autre rédacteur de France Nouvelle, Gérard Belloin, avait démissionné. Rappelons par ailleurs que deux rédacteurs, Jean Rony et Maurice Goldring, sont plus ou moins interdits d'écriture. Les remous s'amplifient donc au sein de la rédaction de France Nouvelle.